

Branle bas de combat à l'OMC autour de la suppression prochaine des quotas dans l'industrie textile

A quelques trois mois de la suppression des quotas dans l'industrie textile, les Membres de l'OMC s'activent pour trouver des mesures d'accompagnement à la libéralisation du secteur. Les plupart des pays en développement qui ont durant longtemps misé sur la fin des quotas pour améliorer leur capacité d'exportation doivent faire face aux énormes capacités de production de la Chine et à sa main d'œuvre bon marché. Une série de consultations a été organisée au début du mois d'août sous la houlette du Directeur Général de l'OMC et sur la saisine de l'Ile Maurice. Le 1^{er} Octobre dernier, le Conseil du Commerce des Marchandises s'est réunie sur la question et a principalement étudié une proposition émanant d'un groupe de sept pays, et tendant à trouver des mesures d'ajustements pour faire face aux éventuels effets négatifs de la libéralisation du secteur des textiles. Sur le plan régional, une conférence euro-méditerranéenne s'est tenue à Tunis pour faire le tour de la question. Ces pays n'ont pas manqué de dire leur « angoisse » et leur « préoccupation » face à la situation. Plusieurs rencontres informelles ont aussi permis de dégager des positions de principe sur les retombées économiques de la suppression des quotas voire sur un éventuel report de la date butoir du 1^{er} Janvier 2005.

Le Directeur Général de l'OMC consulte les Membres sur les questions controversées de la suppression du système des quotas dans l'industrie textile le 1^{er} janvier 2005

Le Directeur général de l'OMC, M. Supachai Panitchpakdi, a tenu au début du mois d'août, des consultations informelles avec divers Membres au sujet de la demande formulée par M. le Ministre J.K. Cuttaree (Maurice). Ce dernier souhaitait que le Conseil du commerce des marchandises (CCM) de l'OMC se réunisse d'urgence pour examiner les coûts d'ajustement liés à la suppression des contingents devant entrer en vigueur le 1^{er} janvier 2005, conformément à l'Accord de l'OMC sur les textiles et les vêtements (ATV). M. Supachai a expliqué qu'il avait organisé ces consultations en vue de trouver le moyen le plus approprié ou le plus pratique pour répondre aux préoccupations exprimées par Maurice.

L'ATV a été prévu en 1995 comme un mécanisme transitoire, en vue de l'élimination progressive des quotas dans le secteur des textiles et de l'habillement à la fin de l'année 2004. Cette date marque en effet la fin d'accords vieux de plus de 40 ans qui réglaient jusqu'à présent le commerce du textile. Ils seront remplacés par les règles de libre-échange en vigueur à

l'OMC. A la base de cette initiative, se trouvent, ironiquement, les pays en voie de développement. Ceux-ci pensaient en 1994, que les grandes puissances économiques, aux coûts élevés de production, ne pourraient rivaliser avec les pays ayant une main d'œuvre bon marché. Le climat économique a pourtant bien changé depuis, avec la brusque montée en puissance des industries indiennes et brésilienne ainsi que la part toujours plus importante des textiles chinois suite à l'entrée de ce pays dans l'OMC en novembre 2001.

Le Ministre mauricien des affaires étrangères et du commerce a mis en garde le directeur exécutif de l'OMC, contre les dangers encourus par les petits pays producteurs de textile ; ceux-ci risquant de perdre des centaines de milliers d'emplois dans un secteur de l'industrie textile désormais abandonné à une poignée de grands producteurs. M. Supachai a également informé les Membres que les Ministres bangladais et népalais lui avaient chacun adressé une lettre dans laquelle ils faisaient part de préoccupations analogues à celles exprimées par Maurice.

Ces craintes se sont exprimées en mars dernier à travers la Déclaration d'Istanbul signée par la Turquie, les Etats-Unis et le Mexique et soutenue depuis par pas moins de 90 organisations de 47 pays des 5 continents. Elle propose de prolonger de trois ans jusqu'au 1 janvier 2008 les quotas du textile et de l'habillement qui doivent en principe être suspendus le 1 janvier 2005. Cette prolongation veut éviter qu'un monopole chinois apparaisse au niveau du commerce mondial du textile et de l'habillement. La campagne pour suspendre l'expiration du système des quotas a également reçu l'appui des fabricants US et des syndicats. Ils craignent d'être inondés par des importations à bas prix et les candidats à la Maison-Blanche sont donc priés de sauver les 600 000 emplois menacés par la concurrence chinoise. L'Union européenne ainsi que plusieurs pays exportateurs du Sud voudraient également retarder l'entrée en vigueur de l'accord qui élimine le protectionnisme dès l'année prochaine.

Sommaire

Accord de Libre Echange USA/Maroc. Ce qui est bon pour les Etats-Unis est-il bon pour le Maroc ?	3
Quelle orientation à présent pour les négociations sur les droits de douane industriels à l'OMC ?	4
Produits de base et développement durable	6
Négociations actuelles sur les subventions aux pêcheries : Les différentes approches	8
Assemblée Générale de l'OMPI : L'Agenda du développement et les Brevets au menu des discussions	10
Le Groupe Spécial de l'OMC sur le coton donne raison au Brésil, les Etats-Unis font appel	12
Publications et Evénements	24

Dans son rapport de la mi-août intitulé «The Global Textile and Clothing Industry post the Agreement on Textiles and Clothing», l'OMC détaille ces futurs changements. Elle souligne effectivement l'augmentation des parts de marché de la Chine et de l'Inde mais insiste sur le fait que les pays avec un grand potentiel de consommateurs ne s'en tireront pas si mal ; l'Amérique latine et centrale, l'Europe de l'Est restent dans des positions plu-

(suite à la page 2)

Branle bas de combat à l'OMC... (suite de la page 1)

tôt fortes. Quant à l'Afrique sub-saharienne et aux pays bénéficiant actuellement de traitements différenciés, ils seront les grands perdants de la fin du système des quotas. L'OMC souligne également le déclin proclamé à long terme de l'industrie textile de l'UE et des Etats-Unis. Concernant la Chine, le tableau n'est pas tout rose puisque quelques compagnies de textile chinoises ont fait part de leurs inquiétudes face à la baisse des prix à l'exportation de leurs produits (- 30 % au cours des 5 dernières années). De plus, le pays souffre encore d'un manque de force dans les secteurs de la mode et du design. Enfin, quelques autres pays pourraient également s'engouffrer dans la brèche et concurrencer la Chine ; c'est le cas de l'Inde évidemment mais également du Pakistan et du Vietnam.

Tout en affirmant que « la mise en œuvre globale de l'ATV générerait des gains considérables en matière de prospérité et d'efficacité pour l'économie mondiale, ainsi que des avantages pour les consommateurs », M. Supachai s'est dit conscient des problèmes d'ajustement qui se posaient et a proposé, malgré des réactions mitigées, que les Etats membres de l'OMC se réunissent le 1^{er} octobre lors de la session ordinaire du CCM, offrant ainsi l'occasion aux Membres de faire part de leurs préoccupations concernant la suppression des contingents à la fin de l'année et leurs craintes vis-à-vis des géants du domaine textile tels l'Inde ou la Chine.

Les retombées économiques de la suppression des quotas en discussion

Les Membres de l'OMC dont les économies ne seront peut-être pas en mesure d'entrer en concurrence avec de gros producteurs de textiles tels que la Chine et l'Inde, appréhendent la fin prochaine des quotas et souhaitent débattre de solutions possibles à l'OMC. Dans le même temps, la Chine est en train d'indiquer que les autres pays devraient s'abstenir de barrer la voie à l'accroissement attendu des ses exportations de textiles en 2005. Lors d'une réunion du 28 septembre dernier, les responsables de l'industrie textile américaine ont rencontré des représentants de 13 pays qui appuient des mesures visant à empêcher la domination du marché mondial des textiles et des vêtements, en 2005, par de grands pays en développement tels que la Chine et l'Inde. Ces pays – à savoir le Mexique, la Tunisie, la Jordanie, le Sri Lanka, le Bangladesh, la Turquie, le Pérou, l'Italie, l'Allemagne, le Portugal, l'Indonésie, Madagascar et la Grande-Bretagne – étaient « unis sur le fait qu'il nous faut une solution à ce problème » déclarait Auggie Tantillo, directeur exécutif d'American Manufacturing Trade Action Committee. « Ils sont à présent disposés à porter cette question de manière vigoureuse à l'OMC et à exiger que l'OMC la prenne en compte et définisse une structure pour trouver une solution. » Au moins un Membre de l'OMC peut proposer la prorogation de la dite limite du 1^{er} janvier 2005 pour l'élimination des contingents, mais selon Cass Johnson, président du US Council National of Textile Organizations, les groupes industriels américains ne s'attendent pas à ce que le Conseil des marchandises appuie cette demande.

Auparavant, les représentants de 22 pays en développement dont les industries des textiles et des vêtements rencontrent des difficultés d'ajustement face à l'élimination des contingents, se sont réunis le 24 septembre, à Genève, pour débattre des voies et

moyens de faire prendre en compte leurs points de vue lors du Conseil du commerce des marchandises. Alors que la suppression progressive du système de contingent, inscrite dans l'Accord de l'OMC sur les textiles et les vêtements bénéficiait de l'appui des participants, la suppression de la garantie d'accès aux marchés des pays développés a suscité l'inquiétude concernant le fait que la hausse des prix et la concurrence sur la qualité pouvaient affecter de manière négative les industries de textiles et de vêtements des petits pays en développement. Néanmoins, la possibilité de différer la suppression des contingents n'était pas envisagée. « Elle n'était même pas mentionnée », a déclaré un participant, en ce qui concerne les pressions contestées visant à proroger les contingents. « Pas un seul pays n'a soulevé cette question. »

Afin de garantir que leurs problèmes d'ajustement resteraient à l'ordre du jour de l'OMC, les participants qui se sont réunis ont convenu d'un certain nombre de stratégies différentes. Ils ont projeté d'inviter vivement les autres Membres de l'OMC à faire des questions d'ajustement un point de discussion permanent lors des prochaines réunions du Conseil du commerce des marchandises et ont appelé le Secrétariat de l'OMC à réaliser une étude sur les effets de l'élimination des contingents sur les petits producteurs plus vulnérables.

Cette réunion du 24 septembre était organisée par le Mexique. Les pays suivants y assistaient : Guatemala, République dominicaine, Salvador, Venezuela, Bolivie, Chili, Roumanie, Colombie, Sri Lanka, Bangladesh, Equateur, Indonésie, Jordanie, Tunisie, Bulgarie, Nicaragua, Maroc, Israël, Maurice, Turquie, et Haïti.

Des groupes américains préparent une sauvegarde contre la Chine

Dans le même contexte, un responsable américain a déclaré, le 29 septembre, que l'administration Bush considérerait des demandes visant à limiter les importations de textiles et de vêtements de Chine sur la base de la menace de perturbation du marché qu'elles constituent, en dépit des observations des responsables chinois selon lesquels une telle initiative serait contestée à l'OMC. Grant Aldonas, sous-secrétaire américain au commerce international, a déclaré que le Département du commerce considérerait les éléments de preuve présentés et que « les meilleurs éléments de preuve seraient la hausse des importations. » Il a toutefois fait état du fait que le Département était en train de préparer des directives qui décriraient d'autres types de preuves que l'industrie textile américaine pourrait présenter pour démontrer la menace, telles que la hausse des investissements chinois dans la production de textiles et de vêtements. Un affrontement entre la Chine et les Etats-Unis à propos de la sauvegarde sur les textiles peut se produire plus tôt, a-t-il déclaré, si les groupes industriels américains tentent, fin décembre, de proroger les restrictions sur les importations chinoises de soutien-gorge, de robes de chambre et de tissus tricotés imposées l'an passé.

La Chine exhorte les Etats-Unis à s'abstenir de recourir à des restrictions sur les textiles

Auparavant, le ministre du commerce chinois avait mis en garde les Etats-Unis contre l'imposition de restrictions spéciales sur les importations de textiles provenant de Chine. « Si le gouverne-

(suite à la page 15)

Accord de Libre Echange USA/Maroc

Ce qui est bon pour les Etats-Unis est il bon pour le Maroc ?

par Mohamed Said SAADI*

Après treize mois de négociations marathoniennes, le Maroc et les Etats- Unis ont signé un accord de libre-échange qui devrait raffermir les liens économiques et politiques entre les deux pays. Nous nous proposons dans cette brève communication d'aborder les trois questions suivantes : pourquoi un Accord de Libre Echange (ALE) entre le Maroc et les Etats-Unis ? Quelles en sont les dispositions principales ? quel en sera l'impact prévisible sur l'économie marocaine ?

1 - Pourquoi un Accord de Libre – Echange entre le Maroc et les Etats-Unis ?

Pour les Etats-Unis, la conclusion d'un Accord de libre – échange avec le Maroc fait partie d'une stratégie globale qui consiste à « déclencher une nouvelle ère de croissance à l'échelle mondiale grâce à des marchés libres et au libre – échange ».

L'offensive libre-échangiste américaine est menée sur plusieurs fronts : mondial, régional et bilatéral ; l'idée étant de « négocier un ensemble d'accords commerciaux qui se renforcent les uns les autres du fait que les succès obtenus dans l'un puissent se transformer en progrès ailleurs ».. de manière à construire « un réseau dont les Etats – Unis occuperaient le centre ». ()

Dans ce contexte, l'Accord de Libre - Echange (ALE) avec le Maroc est une partie intégrante de la vision américaine de créer une zone de libre-échange au Moyen Orient (Middle East Free Trade Argument) d'ici 2013. Les Etats- Unies ont déjà signé des ALE avec Israël et la Jordanie alors que des négociations ayant le même objectif sont en cours avec Bahreïn.

D'un point de vue économique, l'accord de libre-échange avec le Maroc devrait permettre aux Etats-Unis de réaliser les objectifs suivants : conquérir de nouveaux marchés, contrecarrer leur évasion, au profit des firmes européennes, engendrée par le partenariat Euro-marocain et qui s'est traduit par des pertes de parts de marché américaines, profiter de la baisse des prix de consommation qui devrait découler de l'importation de produits marocains bon marché.

Pour le Maroc, les objectifs recherchés à travers la signature de l'accord de libre-échange avec les Etats-Unis sont : la diversification des partenaires commerciaux et une moindre dépendance vis-à-vis de l'Union européenne, l'amélioration de l'attractivité du Maroc grâce à l'afflux d'investissements directs étrangers américains, européens et asiatiques, la recherche de la plate-forme de production et d'exportation aussi bien vers les pays de la région (Maghreb et Afrique de l'Ouest) qu'en direction de l'Europe ou des Etats-Unis.

2 - Principales dispositions de l'Accord

L'accord de libre échange Maroc - USA est composé des 22 chapitres dont les principaux traitent de l'agriculture, de l'accès au marché, des textiles et vêtements, de la douane, des marchés publics, de l'investissement, du commerce frontalier des services, des services financiers, des télécommunications, des droits de la propriété intellectuelle, du travail, de l'environnement et des questions juridiques.

L'accord permet un accès libre à la quasi-totalité des produits industriels marocains et de la pêche sur le marché américain (98,8% des positions dans le tarif américain). Les produits textiles sont assurés d'un accès étendu au marché américain avec un niveau élevé de préférence commerciale ou un quota spécial. Le reste des produits sera démantelé sur 9 et 10 ans.

Les produits américains subiront un démantèlement sur une période de 9 à 10 ans pour les produits fabriqués au Maroc et un démantèlement total, sur une période de 2 à 5 ans, pour les produits non fabriqués localement.

En matière agricole, l'accord prévoit des contingents limitatifs d'exportation des produits américains vers le Maroc, en fixant de longues périodes de démantèlement douanier (allant de 5 à 25 ans) et en maintenant le quota des produits sensibles même après le démantèlement total.

Pour les services, l'approche adoptée consiste en une libéralisation contrôlée des échanges. Le chapitre sur le commerce transfrontalier des services reprend les dispositions de l'Accord Général sur le Commerce des services de l'OMC, à savoir l'octroi du traitement national aux fournisseurs de services de deux pays et le traitement de la nation la plus favorisée.

En matière de protection intellectuelle, l'accord prévoit le respect des clauses de l'Accord multilatéral sur les Aspects des Droits de la Propriété Intellectuelle relatifs au Commerce (ADPIC). Certaines ONG redoutent toutefois que les Etats-Unis n'aient profité de l'ALE avec le Maroc pour imposer des mesures plus contraignantes du type « ADPIC plus ». L'on sait que ces dernières ont pour conséquences de donner aux compagnies pharmaceutiques innovatrices un monopole sur les brevets pouvant s'étendre largement au-delà des 20 ans prévu par l'OMC. En outre, elles instaurent une procédure de blocage de l'enregistrement des génériques qui, de fait, crée un second système de monopole.

3 - Quel impact de l'ALE Maroc-Etats-Unis ?

L'un des aspects les plus surprenants de l'ALE Maroc - Etats - Unis est qu'il a été signé sans qu'aucune étude préalable d'impact n'ait été faite, surtout de la part des autorités marocaines. S'il est certain que des opportunités réelles d'exportation sur un marché

* Professeur, Président du Centre d'Etudes et Recherches Aziz Belal, Maroc.

Quelle orientation à présent pour les négociations sur les droits de douane industriels à l'OMC?

Sam LAIRD et Santiago FERNANDEZ de CORDOBA*

Les difficultés rencontrées pour arriver à un accord sur la manière de mener les discussions à l'OMC sur l'accès aux marchés pour les produits non agricoles ont surpris nombre de Membres et le texte du cadre de juillet laisse beaucoup d'incertitudes sur l'orientation future des négociations. Selon certains, les négociations sont revenues au point de départ. D'autres considèrent le texte comme la base d'une approche ambitieuse des réductions tarifaires. Ceci pourrait présenter certains avantages en termes d'accès aux marchés et d'efficacité économique pour les pays en développement, mais entraînerait également des problèmes d'ajustement sectoriels graves, ainsi que des pertes de recettes. Il est encourageant que la Banque mondiale et le Fonds monétaire international envisagent l'octroi de crédits pour prendre en compte ces questions, mais nombre des pays affectés sont déjà lourdement endettés, ce qui laisse présager un rôle potentiellement plus grand pour l'APD.

L'Annexe B de la Décision adoptée le 1^{er} août 2004, par le Conseil général de l'OMC (WT/L/579), fournit le cadre pour les travaux futurs dans les négociations sur l'accès aux marchés pour les produits non agricoles. Si à de nombreux égards, elle diffère du texte de Derbez présenté à Cancun, une modification clé a été l'insertion d'un nouveau paragraphe d'introduction qui stipule que le cadre : « contient les *éléments initiaux* des travaux futurs sur les modalités » (les italiques sont des auteurs). Le cadre spécifie également que des négociations additionnelles sont nécessaires pour parvenir à un accord sur les détails spécifiques de certains de ces éléments, tels que le traitement des droits de douane non consolidés, les flexibilités pour les pays en développement et la participation à la composante tarifaire sectorielle et aux préférences.

Pour certains pays en développement, la référence aux '*éléments initiaux*' signifie que la question des modalités est largement ouverte et que toutes les options sont sur la table. D'autres ne seront certainement pas d'accord et les négociations continueront d'être difficiles pour ce qui est du niveau d'ambition et des flexibilités pour les pays en développement.

Etant donné le mandat énoncé dans la Déclaration de Doha qui est de réduire ou d'éliminer les droits de douane, y compris les crêtes tarifaires, les droits de douane élevés et la progressivité des droits, en particulier pour les produits dont l'exportation présente un intérêt pour les pays en développement, on a inévitablement concentré beaucoup d'attention sur l'harmonisation des approches qui réduisent les taux élevés plus que proportionnellement (à compléter par les demandes/offres et des négociations sectorielles). Toutefois, certains pays en développement considèrent que l'harmonisation des approches va à l'encontre de la prescription de Doha qui permet une réciprocité qui ne soit pas totale aux

pays en développement. Un bon nombre de ces pays estiment qu'il leur faut une marge de manœuvre politique pour recourir aux droits de douane à des fins de développement industriel, pour atténuer l'impact de la libéralisation sur le produit et l'emploi dans des secteurs clés et pour éviter de recourir à des mesures alternatives aux fins de l'OMC, telles que l'antidumping.

Si l'accord de juillet a aidé à restaurer la dynamique des négociations du Cycle de Doha, il ne sera pas facile de répondre aux objectifs divers des participants aux négociations sur l'accès aux marchés pour les produits non agricoles. Voici quelques-unes des questions clés qu'il faudra résoudre : (i) il reste à choisir une formule ; (ii) le groupe n'est toujours pas arrivé à un consensus sur la participation à l'élimination sectorielle ; et (iii) les dispositions en matière de traitement spécial et différencié pour les pays en développement doivent être clarifiées.

Quelques considérations sur l'approche fondée sur une formule

Dans l'ensemble, une approche fondée sur une formule présente certains avantages par la simplification des procédures de négociation et la réduction des avantages dont les grands pays jouissent dans les négociations bilatérales sur les demandes/offres. Toutefois, au-delà du niveau général d'ambition, il reste la question de la formule précise et de ses paramètres. Si ces détails ne sont pas réglés de manière satisfaisante, certains pays pourraient envisager d'appuyer des approches alternatives, telles que des approches demandes/offres et de se servir de l'expression '*éléments initiaux*' figurant dans le premier paragraphe comme base pour redémarrer. Certains éléments du cadre semblent indiquer que les buts sont ambitieux, mais beaucoup dépend de la manière dont ces éléments et les conditions pour les pays en développement sont explicités. L'accord prévoit des travaux additionnels menés par le groupe de travail sur la réduction des droits de douane au moyen d'une « formule non linéaire appliquée ligne par ligne ». Toutes les propositions sur les modalités après juillet resteraient sur la table de négociation.

Même les propositions telles que celle avancée par l'Inde pourraient être qualifiées pour l'essentiel de non linéaires car les réductions en pourcentage linéaires de base sur les lignes individuelles sont modulées en limitant les taux au plus trois fois la moyenne nationale. Les discussions se sont concentrées sur une formule de type suisse fondée sur la moyenne nationale de chaque pays, multipliée par un autre facteur (le « coefficient B ») qui pourrait varier d'un groupe de pays à l'autre.

Un problème que pose cette approche est qu'il est relativement difficile pour un pays de calculer ce qu'il a à faire et d'évaluer ce que d'autres sont en train de faire, c'est-à-dire qu'il est difficile d'arriver à l'équilibre des concessions. Ceci semble inutilement pesant car, du point de vue économique, il est possible de définir des approches non linéaires et linéaires pour arriver à des résultats très similaires pour le commerce, le bien-être, le produit, l'emploi

* Sam LAIRD et Santiago FERNANDEZ de CORDOBA travaillent à la CNUCED. Sam LAIRD est également Special Professor of International Economics à l'Université de Nottingham.

et les recettes. Une approche linéaire serait plus simple et plus transparente.

Autres éléments

Au-delà de la composante fondée sur une formule, le nouveau cadre prévoit également la possibilité de réductions/éliminations tarifaires plus ambitieuses pour certains secteurs, notamment ceux qui présentent un intérêt pour les pays en développement (initiatives dites sectorielles) où la participation semble à présent volontaire.

Un autre domaine ambitieux dans le texte est la proposition de rehausser la portée des consolidations pour les produits non agricoles. Certains pays en développement ont un pourcentage élevé de droits de douane non consolidés. Le cadre propose que les Membres consolident les droits actuellement non consolidés à deux fois le taux NPF appliqué. L'acceptation de cette formule bloquerait les pays ayant des taux appliqués faibles dans un régime à bas tarifs permanent.

Une certaine flexibilité est prévue pour les pays dont la portée des consolidations est actuellement très faible. Ainsi, le paragraphe 6 du cadre spécifie que les Membres pour lesquels la portée des consolidations est inférieure à [35] pour cent seraient exemptés des réductions tarifaires. Ils auraient plutôt à consolider [100] pour cent de leurs lignes tarifaires à la moyenne des droits pour tous les pays en développement. Toutefois, le texte ne spécifie pas, dans ce paragraphe, quelle moyenne serait utilisée. Ici, la question est de savoir si l'on aurait recours à la moyenne simple ou une moyenne pondérée par les échanges commerciaux (utilisée normalement dans les négociations antérieures du GATT sur les droits de douane industriels). La moyenne simple étant de près de 28% et la moyenne pondérée de 12%, ce choix fait une grande différence.

Les pays les moins avancés (PMA) seraient exemptés des réductions tarifaires. Ceci n'implique pas, toutefois, que les PMA auraient un Cycle 'gratuit', car ces pays et certains autres sont affectés par les effets négatifs de l'érosion des préférences.

Que penser de tout cela ?

Dans l'ensemble, une approche ambitieuse pose une sorte de dilemme pour les pays en développement. D'une part, elle offrirait des réductions tarifaires plus fortes sur des produits qu'ils exportent, notamment vers les marchés d'autres pays en développement. Ceci aiderait à élargir et à diversifier leur production et à créer des opportunités d'emplois. Par ailleurs, s'ils doivent également procéder eux-mêmes à des réductions plus fortes, ils pourraient en tirer des gains à long terme en matière de bien-être, mais ils se retrouveraient également face à une hausse des importations, à une réduction du produit et de l'emploi dans certains secteurs en concurrence dans le domaine des importations et à la perte de recettes tarifaires. Ils auraient également à renoncer au recours possible aux droits de douane à des fins de développement industriel (du fait que beaucoup d'autres options sont exclues par les règles de l'OMC) ou à une protection pour imprévus – ce qui peut mener à un recours accru à l'antidumping et à d'autres mesures de ce type.

Si une prorogation de la période de transition pour la mise en œuvre peut certainement être utile, il y a trois domaines à prendre

en compte pour persuader les pays en développement d'opter en faveur d'une approche aux termes de laquelle ils procéderaient également à des réductions plus fortes sur leurs propres droits de douane.

En premier lieu, les effets agrégés des propositions même les plus ambitieuses peuvent ne pas être substantiels, mais il y aurait probablement des ajustements sectoriels importants, positifs et négatifs. Des travaux récents de la Banque mondiale montrent une baisse de la croissance et une hausse du chômage dans les deux à trois premières années suivant la libéralisation, avant que les avantages ne commencent à apparaître. Ceci suggère la nécessité d'un appui ou de filets de sécurité sociale dans les pays en développement durant les périodes de transition, mais beaucoup de ces pays ne disposent pas de ces types de facilités.

En second lieu, dans le cadre des approches plus ambitieuses, il y aurait des pertes plus fortes de recettes tarifaires. Les données du FMI indiquent que la contribution des recettes tarifaires varie largement, de presque rien en Italie à 75% en Guinée. Des exemples moins extrêmes sont ceux du Cameroun et de l'Inde où les recettes tarifaires représentent 28% et 20% respectivement des recettes publiques. Dans certains cas, la perte de recettes pourrait avoir une incidence négative sur la balance des paiements. Toutefois, dans certains petits pays où la plupart des produits sont importés, le passage d'une taxe sur les ventes à une taxe sur la consommation, par exemple, se ferait de fait essentiellement au détriment des importations, mais ne ferait pas l'objet de négociations à l'OMC. Ceci néanmoins ne se réaliserait pas du jour au lendemain car la réforme de l'administration fiscale est un processus à long terme qui peut être onéreux à mettre en œuvre.

En troisième lieu, les PMA, le groupe ACP et un certain nombre d'autres pays seraient confrontés à une perte substantielle de préférence, par exemple dans le domaine des textiles et des vêtements (ainsi que dans quelques exportations agricoles clés telles que le sucre, la banane et le riz). Ceci pourrait également entraîner des pertes importantes à court terme dans les recettes d'exportation et des ajustements économiques importants dans les secteurs les plus touchés – similaires à ceux causés par la libéralisation des importations.

Comment résoudre ces questions ? A Cancun, la Banque mondiale avait annoncé qu'elle augmenterait ses crédits pour aider les pays en développement à tirer profit de l'intégration des échanges. De nouvelles ressources seraient consacrées à la facilitation des échanges et à la logistique, notamment les ports, les routes, la douane et la réforme des institutions liées au commerce, ainsi qu'à l'élaboration de programmes de réforme du commerce pour rehausser la compétitivité internationale. Si certaines de ces mesures s'attaquent aux problèmes à long terme, les dépenses qui y sont associées pourraient à court terme donner une impulsion appréciable aux économies bénéficiaires. Le FMI, à son tour, a lancé un Mécanisme d'intégration des échanges pour clamer les inquiétudes concernant le fait que la mise en œuvre des Accords de l'OMC pourrait entraîner des difficultés temporaires afférentes à la balance des paiements. Le Fonds s'attend à ce que ces difficultés ne soient pas trop importantes pour la plupart des pays, mais admet qu'elles pourraient être significatives à court terme pour certains pays.

(suite à la page 17)

Produits de base et développement durable

Jason CLAY*

On peut soutenir que la production alimentaire sur la planète est plus élevée par tête d'habitant que jamais auparavant, mais la pauvreté et la faim sont en hausse. La sécurité alimentaire au sens réel du terme n'a pas été prise en compte, parce que les populations n'ont pas les moyens d'acheter la nourriture qui est souvent disponible.

La faim et la malnutrition relèvent davantage de la distribution et du revenu que de la production agricole. Toutefois, selon toute vraisemblance, il n'en sera pas toujours ainsi. La production ne suivra pas, dans l'avenir, le rythme de la croissance de la population et de la consommation, comme elle l'a fait dans le passé. De fait, les taux de croissance de la production céréalière sont en baisse depuis près de 16 ans. De plus, les superficies par tête, la qualité de l'eau et la disponibilité de ces intrants pour l'agriculture sont en baisse.

Les tendances du marché international qui affectent les produits de base

Il y a un certain nombre de tendances des marchés qui influent sur la production et la commercialisation des produits de base. Bon nombre de ces tendances ont été créées, non par les réglementations publiques (ou l'absence de telles réglementations), mais plutôt par le secteur privé et la perception des consommateurs. Le défi à relever est d'examiner étroitement ces tendances pour comprendre où se situent les points d'appui pour instaurer le changement, que ce soit dans les politiques du secteur public ou dans celles du secteur privé.

1ère Tendance - Consolidation et intégration dans la chaîne des marchés de produits alimentaires

La question peut-être la plus importante qui se soit posée au cours des 10 à 20 dernières années en ce qui concerne les produits alimentaires et agricoles à l'échelle mondiale est celle de l'intégration et de la consolidation. À l'échelle globale, pour tout produit de base, seulement 300 à 400 acheteurs prennent les décisions clés en matière d'achat, et non les millions de consommateurs.

Ces tendances à l'intégration ne sont nulle part aussi manifestes que dans la propagation des supermarchés à travers le monde. Ces tendances se dégagent parce que les chaînes de supermarchés peuvent réaliser des efficacités d'échelle, la standardisation et la qualité des produits et satisfaire des goûts et préférences alimentaires de plus en plus globaux. Des efficacités similaires sont réalisées du côté de la production, où la hausse de la qualité, l'augmentation des volumes et la baisse des coûts sont à l'ordre du jour. Les prix sur les marchés sont largement influencés par les producteurs les plus gros et les plus efficaces. L'efficacité de

ceux qui dominent les marchés doit aller de pair avec les interventions de l'Etat (c'est-à-dire protection, subventions ou droits de douane), les subventions liées à la nature (par exemple impacts sur l'environnement) ou la baisse des marges bénéficiaires et des niveaux de vie pour d'autres producteurs moins efficaces, y compris les petits producteurs.

2ème Tendance – Préoccupations accrues des consommateurs à propos de la qualité de l'alimentation

Au niveau global, les consommateurs sont en train d'envoyer des signaux plus clairs que jamais auparavant sur ce qu'ils veulent (ou plus souvent, ne veulent pas) dans leur alimentation. Les résidus dans les produits alimentaires, le bio terrorisme alimentaire et la traçabilité des aliments, tout cela est en train d'exercer des pressions sur les systèmes de production des denrées de base pour permettre le suivi d'un produit 'du champ à la fourchette' ou 'de l'étang à l'assiette'. Les résidus sont de moins en moins tolérés, même pour les produits de base.

Les ONG et les consommateurs ont mené le débat sur les OGM et ont contraint – du moins dans l'UE et au Japon – le secteur privé à séparer et à étiqueter les produits contenant des OGM. Dans certains cas, les compagnies élaborent leurs propres directives pour la production, que les fabricants qui veulent leur vendre des produits sont tenus de suivre. Ceci a des incidences énormes et montre à quel point les politiques et programmes volontaires axés sur le secteur privé pourraient fondamentalement réinscrire les questions PMP (procédés et méthodes de production) sur l'agenda global du commerce même quand celles-ci peuvent ne pas concorder avec les normes dominantes de l'OMC.

Il y a quelques autres tendances du marché global qu'il faudrait noter :

- le recours accru aux contrats de production pour garantir la production aux acheteurs et pour réduire les risques ;
- la hausse significative des tests sur les produits tout au long de la chaîne du marché, qui fournit des incitations financières pour la séparation des produits, une fois testés ; et
- les détaillants qui agissent en protecteurs des intérêts des consommateurs et qui élaborent même des programmes et des normes de certification de première et de seconde partie.

Face à toutes ces tendances, les principales hausses de la consommation à l'échelle globale surviendront probablement dans les pays en développement où l'on est beaucoup plus préoccupé par le prix que par tout autre facteur. On est peut-être en train d'assister au développement, à l'échelle globale, d'un système commercial où le volume et la valeur priment dans les pays en développement, et où la qualité et la singularité sont des déterminants majeurs dans les pays développés.

Impacts sur l'allègement de la pauvreté et l'environnement

Les tendances en matière d'efficacité de la production alimentaire ont généralement pour effet d'affaiblir et de marginaliser

* Jason CLAY est vice-président du World Wildlife Fund-US. L'article est tiré d'une étude plus longue de l'auteur, intitulée *Commodities and Sustainable development : The Main Public Policy Concerns Associated With Commodity Production and Trade*, pouvant être consulté à : <http://www.ictsd.org/dlogue/2004-07-14/Clay.pdf>

non seulement nombre de petits producteurs, mais aussi, dans certains cas, pratiquement tout producteur de certains produits de base dans différents pays. La hausse de la production vivrière dans des pays tels que l'Inde et la Chine a été quelque peu dissociée de l'allègement de la pauvreté, de la malnutrition et du développement rural. Ceux qui luttent contre cette tendance n'ont souvent réussi qu'à créer des programmes de gestion de la pauvreté qui pourraient entretenir un mode de vie en cours pendant une autre génération, sans rehausser fondamentalement les avantages pour les plus pauvres.

S'il semble possible d'accroître la production alimentaire totale à travers des programmes traditionnels de production agricole, ceux-ci peuvent ne pas être le seul, voire le meilleur moyen de réduire la pauvreté ou la malnutrition. De plus, il n'est pas évident que les programmes de production agricole puissent continuer à entraîner une hausse des rendements et de la production alimentaire si les impacts environnementaux globaux de l'agriculture ne sont pas mis davantage en conformité avec les principes généraux de la viabilité. Voici juste quelques tendances à noter à cet égard :

- Plus de 50% de toutes les terres habitables de la planète sont utilisées pour l'agriculture ou l'élevage. Près de 90% de toutes les terres sont cultivées de manière peu viable de sorte que de nouvelles terres (0,25-0,5% par an) doivent être mises en culture. Nul besoin d'être un spécialiste de l'aéronautique pour voir où cela mènera.
- Près de 70% de toute l'eau utilisée par des êtres humains va à l'agriculture. Plus de 60% de toute l'eau utilisée pour l'irrigation est actuellement gaspillée, mais les solutions sont coûteuses et ne sont généralement pas disponibles pour la plupart des agriculteurs.
- Bon nombre des programmes de production actuels ont atteint des plafonds technologiques. Par exemple, la production de riz par hectare est perçue comme aussi élevée que possible sur le plan commercial, étant donné la technologie actuelle. Une autre percée technologique sera nécessaire pour arriver à des niveaux de production plus élevés.
- La majeure partie de la biodiversité se trouve dans le sol et dans des zones utilisées pour l'agriculture ; toutefois les systèmes de production actuels sont en train d'éroder les sols pour des gains à court terme et pour une position avantageuse sur le marché.
- Le recours à des intrants tels que les engrais pour contrebalancer les effets de certaines de ces questions ne semble pas une solution à long terme. Par exemple, la quantité d'azote nécessaire pour produire une unité donnée de maïs aux Etats-Unis a doublé entre 1970 et 1990. Des solutions technologiques rapides peuvent ne pas apporter d'améliorations permanentes de la productivité et de la disponibilité des produits alimentaires dans l'avenir.

En bref, même s'ils se sont souvent largement améliorés par rapport aux pratiques d'il y a un siècle, les impacts de la production agricole sur l'environnement, au cours des 30 dernières années, restent inacceptables. Fort heureusement, on est en train de développer quelques stratégies de production qui seront utiles. Par exemple, dans de nombreuses parties du monde, il est plus rentable

de réhabiliter des terres dégradées que de défricher des habitats naturels pour les incorporer dans la production agricole. De même, l'abandon des zones marginales (disons entre 5 et 15%) de la plupart des exploitations agricoles permet d'accroître de fait la production totale, de réduire les coûts et les impacts (jusqu'à 50% des impacts sur l'environnement) et de rehausser les bénéfices. Toutefois, peu de ces solutions sont appropriées pour les petits agriculteurs qui tentent de produire sur des terres plus marginales et à des échelles souvent non compétitives. En d'autres termes, la prise en compte des impacts environnementaux de la production agricoles est beaucoup plus difficile pour les petites exploitations que pour les exploitations à moyenne ou grande échelle. Ceci, aussi a des incidences pour toute stratégie générale ou tout ensemble de politiques.

Gagnants et perdants possibles

La libéralisation des échanges n'est qu'un des facteurs, si important soit-il, qui affectera les échanges. Il est tout aussi important d'identifier où dans le monde, il peut y avoir une hausse de la demande de produits de base, et d'identifier aussi où les producteurs et les négociants en produits alimentaires à bas prix peuvent se situer dans le nouveau secteur des produits de base. La plupart des études à ce jour suggèrent que la consommation globale dans les pays développés ne s'accroîtra que légèrement, ou peut-être pas, pour de nombreux produits de base. De fait, c'est ce qui se produit déjà pour le soja en Europe, ainsi que pour les bananes, le café, le caoutchouc, les protéines du poisson, entre autres, tant en Europe qu'en Amérique du nord. A l'exception de la pâte à papier, la consommation de la plupart des produits agricoles de base est de fait stable ou en baisse dans les pays développés.

Des hausses réelles de la consommation peuvent résulter d'une croissance économique dynamique dans le Sud. La croissance soutenue à 8% ou mieux en Chine au cours de la dernière décennie ou plus n'a, de fait, pas simplement accru la demande de matières premières qui alimentent l'économie, mais a aussi stimulé la demande de calories plus et de meilleurs régimes alimentaires à plus haute teneur en protéines. De fait, l'essor du soja en Amérique du sud est directement lié à la hausse de la consommation de protéines animales en Chine. Les gens sont en train de « consommer la chaîne alimentaire ». La Chine n'importe pas toutes les ressources pour répondre à cette consommation ; depuis l'an passé, ce pays est le plus grand producteur agricole à l'échelle globale, dépassant les Etats-Unis pour la première fois dans l'histoire récente. Ces tendances (hausse de la consommation et stimulation de la production alimentaire locale) sont susceptibles de survenir dans tout pays en développement en mesure d'accroître et de soutenir une croissance économique générale.

La Chine illustre également une autre tendance probable des chaînes du marché des produits alimentaires de base. Historiquement, les produits de base des pays en développement étaient souvent expédiés vers les pays développés pour y être conservés ou transformés, puis étaient réexpédiés. Ceci est en train de changer. Les frais généraux dans les pays développés (des coûts de la main-d'œuvre et de gestion à ceux de l'entreposage et de la mise en conformité avec les règles et réglementations) deviennent de plus en plus lourds. Jusqu'il y a peu, la Chine achetait son soja aux Etats-Unis ; à présent, elle l'achète directement au Brésil. La Chine, de fait, est déjà en train d'investir dans les infrastructures portuai-

(suite à la page 18)

Négociations actuelles sur les subventions aux pêcheries : Les différentes approches

par Marc BÉNITAH*

Il est maintenant généralement admis que la surpêche a entraîné l'effondrement des stocks de plusieurs espèces de poisson ayant une valeur commerciale substantielle et le déclin des stocks de plusieurs autres espèces de poisson. C'est dans ce contexte que les pays Membres de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) ont décidé en Novembre 2000, durant la Conférence Ministérielle de Doha (Qatar), de lancer des négociations visant « à clarifier et à améliorer les disciplines de l'OMC concernant les subventions aux pêcheries, en tenant compte de l'importance de ce secteur pour les pays en développement »¹.

Pendant plusieurs années, les pays Membres de l'OMC ont débattu de la question des subventions aux pêcheries dans le cadre du Comité sur le Commerce et l'Environnement (CCE) qui a juste un pouvoir de recommandations. Cependant, après la Conférence Ministérielle de Doha, les discussions sur les subventions aux pêcheries ont désormais lieu dans le cadre du Groupe de Négociation sur les Règles qui est sous l'autorité du Comité sur les négociations commerciales.

En ce moment, le régime légal de l'OMC relatif aux subventions ne contient aucune règle qui traite spécialement des subventions aux pêcheries. Ceci signifie que les subventions aux pêcheries ne sont actuellement régies que par les règles générales de l'OMC relatives aux subventions qu'on trouve dans l'Accord de l'OMC sur les Subventions et les Mesures Compensatoires (Accord SMC).

Un débat fait actuellement rage dans le cadre du Groupe de Négociation sur les Règles, sur l'opportunité et les moyens de clarifier et d'améliorer les disciplines de l'OMC relatives aux subventions aux pêcheries. Trois approches semblent émerger de ce débat.

L'approche « pas de besoin »

La première approche pourrait être intitulée « Il n'y a pas de besoin relatif à un régime spécial pour les subventions aux pêcheries ». Le Japon et la Corée du Sud, qui subventionnent fortement leurs pêcheries, favorisent cette approche. Quelques autres pays tels que le Canada, favorisent également cette approche, bien que plus discrètement. Ces pays ne sont pas opposés à une modification multisectorielle de certaines dispositions de l'Accord SMC afin d'améliorer la capacité de ces dispositions à mieux discipliner les subventions en général et par là même les subventions aux pêcheries. Ils sont en fait opposés à l'introduction dans l'accord SMC de règles spéciales qui s'appliqueraient uniquement aux subventions aux pêcheries. Ces pays prétendent que des dispositions spéciales applicables uniquement aux subventions aux pêcheries pourraient entraîner une fragmentation du régime

légal de l'OMC relatif aux subventions et peut être même une fragmentation de tout le régime légal de l'OMC.

Cette approche est basée sur l'idée que le secteur des pêcheries n'est pas vraiment différent des autres secteurs de l'économie et il n'y a ainsi aucune raison d'introduire dans l'accord SMC des dispositions spéciales relatives aux subventions aux pêcheries. Elle soutient également que le lien causal entre subventions aux pêcheries et surexploitation des stocks de poisson n'est pas prouvé. Selon le Japon, « l'état des stocks, le régime de gestion ainsi que les incidences des subventions diffèrent selon les types de pêcheries. En outre, il peut y avoir surexploitation ou surcapacité même en l'absence de subvention, lorsque la pêche n'a pas un bon système de gestion »²

- Précisons que les régimes de gestion des pêcheries concernent les mesures visant à contrôler les quantités de poisson pêchées (quotas), le niveau de l'effort de pêche (taille des bateaux, puissance des moteurs, nombre de jours de pêche, etc....) et les structures des droits de propriété (permis, quotas individuels transférables, etc....). Par conséquent, le Japon estime qu'il serait injuste d'ignorer toutes ces nuances en interdisant automatiquement un certain nombre de subventions aux pêcheries.

L'approche « pas de besoin » n'aborde pas quelques questions fondamentales. Tout d'abord, elle n'explique pas pourquoi l'actuel accord SMC n'est pas utilisé pour porter plainte contre des subventions aux pêcheries qui sont, en vertu de cet Accord, soit interdites, soient actionnables sur la base de leurs effets commerciaux préjudiciables sur d'autres membres de l'OMC³. Cet état de fait est explicable partiellement par le fait que la notification des subventions aux pêcheries est pratiquement inexistante. De plus, il est difficile de trouver un pays qui n'accorde pas des subventions à ses pêcheries, ce qui fait en sorte qu'aucun gouvernement ne désire commencer les hostilités par peur de s'exposer à des contre-plaintes. Cependant, une autre partie de la réponse est liée au sentiment diffus que l'actuel Accord SMC n'est pas adapté au contexte spécial des pêcheries et que déposer une plainte dans ce contexte serait extrêmement risqué.

Les coûts légaux et extra-légaux d'une telle plainte sont facilement identifiables, alors que les bénéfices éventuels sont fort douteux.

* Professeur de Droit International, Université du Québec, auteur de « The Law of Subsidies under the GATT/WTO System » (Kluwer Law International, 2001).

¹ Paragraphe 28 de la Déclaration de Doha.

² Document de l'OMC : WT/CTE/W/226. La version la plus sophistiquée de l'approche « pas de besoin » se trouve dans Seung Wha Chang, « WTO Disciplines on Fisheries Subsidies: A Historic Step Towards Sustainability? », Journal of International Economic Law, Volume 6, Issue 4, December 2003: pp. 879-921.

³ Grynberg, R. & M. Tsamenyi. « Fisheries Subsidies, The WTO and the Pacific Island Tuna Fisheries », Journal of World Trade, 32, 6 (1998) 127-45.

En second lieu, les subventions aux pêcheries contribuent à l'inefficacité des régimes de gestion et de conservation. Il est probable que les investissements excessifs dans les pêches stimulés par les subventions aux pêcheries, encouragent une tendance à tricher qui mine à son tour les régimes de gestion des pêches. Cette tendance à tricher se manifeste dans le secteur des pêches de diverses façons telles que le manque de respect des quotas, la pêche illégale⁴ et la réticence des pêcheurs à accepter les jugements des experts relatifs à l'état de la ressource halieutique.

Troisièmement, il ne semble pas que les discussions en cours dans le Groupe de Négociation sur les Règles sur l'Accord SMC en général soient en train de prendre une tournure pour améliorer la capacité de l'Accord SMC à mieux discipliner les subventions aux pêcheries. Une compilation⁵ des questions débattues dans ce Groupe révèle que la majorité des points discutés ne sont d'aucune manière reliés d'une façon spéciale à la question des subventions aux pêcheries.

Quatrièmement, très peu de pêcheries sont soumises à un régime de gestion suffisamment efficace qui puisse garantir que certaines subventions aux pêcheries ne nuisent pas à l'état de la ressource halieutique. En outre, certaines analyses suggèrent que certaines subventions aux pêcheries peuvent avoir des effets nocifs même dans un environnement de régime de gestion idéal.

Finalement, ce débat semble maintenant quelque peu superflu. La question n'est plus de savoir si les disciplines relatives aux subventions aux pêcheries doivent être réformées, mais uniquement comment elles devraient l'être. Des avancées diplomatiques et analytiques ont permis au cours de ces deux dernières années d'arriver à un large accord sur le fait que les subventions aux pêcheries contribuent souvent à des niveaux insoutenables de la capacité et de l'effort de pêche, surtout en l'absence des systèmes de gestion des pêches efficaces. Les subventions contribuant à la surcapacité des flottes de pêche et à la pêche illégale sont celles qui doivent être disciplinées d'urgence⁶.

L'approche des « feux de circulation »

La deuxième approche pourrait s'intituler approche des « feux de circulation ». Elle est inspirée par la philosophie de l'actuel Accord SMC qui est basé sur l'identification de trois « boîtes » auxquelles sont données les couleurs des feux de circulation : rouge (subventions interdites), verte (subventions autorisées), orange (ralentir, ce qui signifie que certaines subventions peuvent être l'objet d'une plainte sur la base de leurs effets commerciaux préjudiciables sur d'autres Membres de l'OMC).

Dans le contexte des subventions aux pêcheries, l'approche des « feux de circulation » est fondée sur le principe qu'il y a maintenant un consensus parmi les responsables sur le fait que les subventions aux pêcheries tendent à aggraver le problème fonda-

mental de la plupart des pêcheries dans le monde qui est l'absence des droits de propriété clairement définis sur la ressource halieutique. Cette approche est, sous différentes versions, soutenue par les États-Unis, l'Union Européenne, la Chine et un groupe de pays appelé d'une manière informelle « Friends of the Fish » (Australie, Chili, Équateur, Islande, Nouvelle Zélande, Pérou, Philippines et les États-Unis).

- Dans la version américaine de cette approche⁷, l'Article 3 de l'actuel Accord SMC (qui traite des subventions interdites incluses dans la boîte rouge) devrait être étendu aux subventions aux pêcheries qui favorisent directement la surcapacité et la surpêche ou ont d'autres effets directs de distorsion des échanges. Comme supplément à la catégorie rouge ou indépendamment d'elle, les États Unis proposent une catégorie orange où les subventions aux pêcheries seraient présumées être préjudiciables à moins que le gouvernement accordant la subvention puisse démontrer de manière positive que celle-ci n'a entraîné aucune surcapacité/surpêche ou aucun autre effet négatif pour le commerce. Si la présomption ne pouvait pas être réfutée, les subventions de cette catégorie pourraient être l'objet d'une plainte demandant le retrait de la subvention ou l'élimination des effets préjudiciables.

Il n'y a dans la proposition américaine aucune référence explicite à une catégorie verte, bien que les États-Unis reconnaissent que certains programmes gouvernementaux peuvent aider à réduire la surcapacité et la surpêche et contribuer ainsi à une pêche durable.

- Dans la version chilienne de cette approche⁸, la catégorie rouge inclut les subventions aux pêcheries à caractère commercial, visant directement à abaisser les coûts, augmenter les revenus, accroître la production (par un renforcement des capacités) ou qui favorisent directement la surcapacité et la surpêche. Selon le Chili, les subventions suivantes, entre autres, seraient incluses dans la catégorie rouge et donc prohibées : subventions destinées à déplacer les navires d'un pays pour qu'ils opèrent en haute mer ou dans les eaux territoriales d'un pays tiers; subventions qui contribuent à l'acquisition de bateaux, qu'ils soient neufs ou usagés; subventions qui aident à la modernisation de la flotte déjà existante; subventions qui favorisent la réduction des coûts des facteurs de production; subventions qui donnent lieu à une discrimination positive dans le traitement fiscal de l'activité économique des agents participant aux opérations d'extraction, de traitement et/ou de commercialisation des ressources halieutiques; et subventions qui engendrent une discrimination positive dans l'accès aux crédits financiers.

Le Chili propose que la catégorie orange couvre toutes les subventions restantes qui n'auraient pas été incluses dans la catégorie rouge. On sait que, par définition, les subventions de la boîte orange ne sont pas prohibées mais sont par contre actionnables sur la base de leurs effets commerciaux préjudiciables potentiels. Dans ce contexte, le Chili propose que le fardeau de la preuve des effets préjudiciables (qui repose tradition-

(suite à la page 19)

⁴ Voir à ce sujet, David Bolton, Dealing with the «Bad Actors» of Ocean Fisheries, Office of Marine Conservation, U.S. Department of State, à : <http://www.oecd.org/dataoecd/58/27/31426750.PDF>

⁵ Document de l'OMC : TN/RL/W/143

⁶ UNEP Workshop on Fisheries Subsidies and Sustainable Fisheries Management, Geneva, 26-27 April 2004, at <http://www.unep.ch/etu/Fisheries%20Meeting/FinalChairsSummary.doc>

⁷ Document de l'OMC : TN/RL/W/77

⁸ Document de l'OMC : TN/RL/W/115

Assemblée Générale de l'OMPI : L'Agenda du développement et les Brevets au menu des discussions

En réponse à la proposition conjointe formulée par le Brésil et l'Argentine rendue officielle le 26 août dernier (WO/GA/31/11), l'Assemblée Générale de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle (OMPI), tenue du 29 septembre au 5 octobre dernier à Genève, a adopté une décision visant à faire avancer les discussions sur un 'agenda du développement' à l'OMPI en initiant une série de réunions d'intersession, qui feront rapport à la prochaine Assemblée générale. Des discussions ont également eu lieu sur les travaux en cours concernant le Traité relatif aux règles de fond en matière de brevets, la hausse des contributions découlant du Traité de coopération en matière de brevets et une réponse de l'OMPI à une demande d'information émanant des Parties à la Convention relative à la diversité biologique (CDB) sur la relation entre la divulgation de l'origine et la propriété intellectuelle.

Teneur de la proposition conjointe de l'Argentine et du Brésil

Le plan d'action conjoint propose la création d'un comité permanent de la propriété intellectuelle et du transfert de technologie qui serait chargé d'examiner les mesures à prendre pour assurer efficacement ce transfert au profit des PVD et des PMA. L'OMPI mène actuellement des activités d'établissement de normes au sein de divers comités techniques. Les délibérations en cours concerne un projet de Traité sur le droit matériel des brevets (SPLT) au sein du Comité permanent du droit des brevets (SCP), comité devant, selon les souhaits de l'Argentine et du Brésil, tenir davantage compte des besoins spécifiques des pays en voie de développement. Par ailleurs, les membres du SCP devraient s'efforcer de parvenir à un résultat préservant les clauses d'intérêt public et d'adaptation. Des dispositions relatives aux « objectifs et principes », inspirées des articles 7 et 8 de l'Accord sur les ADPIC devraient en outre être incorporées dans le SPLT et les autres traités en cours à l'OMPI. Rappelons ici que l'article 7 souligne la nécessité d'assurer un équilibre entre la protection des droits de propriété intellectuelle d'une part, et la promotion de l'innovation, le transfert et la diffusion de la technologie « d'une manière propice au bien-être social et économique » d'autre part. L'article 8 souligne le droit des membres à adopter des mesures visant à protéger la santé publique, à éviter l'usage abusif des droits de propriété intellectuelle et à éviter le recours à des pratiques préjudiciables aux transferts internationaux de technologie, à condition que ces mesures soient compatibles avec les dispositions de l'ADPIC.

Parmi les autres propositions du plan d'action, on notera encore le souhait de voir l'OMPI organiser en coopération avec l'OMC et la CNUCED, un séminaire international sur la propriété intellectuelle et le développement qui associerait activement toutes les parties prenantes concernées, en particulier les ONG d'intérêt public, la société civile et les milieux universitaires.

Conformité du plan d'action au mandat de l'OMPI ?

Mais le point qui soulève le plus de controverses est sans doute l'introduction des questions de développement préconisée par le plan dans l'Agenda de l'OMPI. En effet, le plan remet en question la nature même de l'Organisation dans la mesure où elle invite celle-ci à s'inspirer des grands objectifs de développement que

les Nations Unies se sont fixés, proposant même en ce sens une modification de l'article 3 de la Convention de 1967 amenant ainsi le développement à faire expressément partie des objectifs et des fonctions de l'Organisation. Les Nations Unies ont adopté les objectifs du Millénaire en matière de développement, témoignage de la ferme volonté de communauté internationale de s'attaquer aux grands problèmes auxquels sont confrontés les PVD et les PMA. Le Programme d'action en faveur des pays les moins avancés pour la décennie 2001-2010, le consensus de Monterrey, la Déclaration de Johannesburg sur le développement durable et le Plan de mise en œuvre arrêté lors du Sommet mondial pour le développement durable, la déclaration de principes et le plan d'action de la première phase du Sommet mondial sur la société de l'information et, plus récemment, le consensus de Sao Paulo adopté à la 1^{re} session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement placent tous le développement au cœur de leurs préoccupations et de leur action. Il en va de même du cycle de négociations commerciales multilatérales de Doha lancé par l'OMC. En tant que membre des Nations Unies, l'OMPI doit déjà tenir compte des engagements et résolutions des autres organismes du système, mais la proposition de l'Argentine et du Brésil veut faire un pas de plus et souhaite faire du développement un élément essentiel du programme de travail de l'OMPI.

L'Agenda du développement en marche

Durant la réunion de l'Assemblée, un certain nombre de pays ont adhéré à la proposition en tant que co-parrains, à savoir la Bolivie, Cuba, la République dominicaine, l'Equateur, l'Egypte, l'Iran, le Kenya, le Pérou, la Sierra Leone, l'Afrique du sud, la Tanzanie et le Venezuela. Certains autres pays ont formulé des préoccupations spécifiques ayant trait au développement et liées aux travaux de l'OMPI. Notamment, l'UE a demandé au Secrétariat de l'OMPI d'analyser l'incidence de ses travaux sur les Objectifs du Millénaire pour le développement.

L'Assemblée a adopté une décision visant à tenir des réunions d'intersession qui seraient ouvertes aux Etats Membres, aux organisations intergouvernementales (OIG) et aux ONG accréditées. De plus, un rapport sera préparé d'ici le 30 juillet 2005, puis présenté à la prochaine Assemblée générale de l'OMPI, en septembre 2005. Même si le Brésil et l'Argentine avaient initialement suggéré la mise sur pied de 'groupes de travail' spécifiques, la décision concernant la série de réunions d'intersession a été perçue comme fructueuse pour la poursuite du débat sur la question. L'OMPI s'est également engagée à organiser des séminaires internationaux conjoints sur la propriété intellectuelle et le développement, avec d'autres organisations multilatérales telles que la CNUCED, l'ONUDI, l'OMS et l'OMC.

Traité relatif aux règles de fond sur les brevets : Résistances sur un processus en deux étapes

L'Assemblée a également abordé la question de savoir comment faire avancer les discussions sur le Traité relatif aux règles de fond en matière de brevets. Deux questions principales ont été soulevées

(suite à la page 21)

Négociations agricoles : une volonté de relance des discussions qui se heurte aux divergences dans les positions des membres

Les Membres de l'OMC semblent avoir pris l'option de se lancer à fond dans les négociations agricoles, à la suite l'accord-cadre obtenu en août dernier. En effet après la reprise des discussions au sein du Comité de l'agriculture, le 24 septembre dernier, pour chercher à aller de l'avant, les membres se sont à nouveau retrouvés un mois après, le 25 octobre, avec pour objectif de convenir de la meilleure démarche pour les futurs pourparlers agricoles. Cette dernière réunion était présidée par le Vénézuélien Roald Laperre, et a vu la participation de la quasi-totalité des groupes les plus en vue dans les pourparlers sur l'agriculture (UE, G20, G10, G33 et groupe Africain). Elle a aussi été l'occasion pour les membres de s'entendre sur les questions techniques, conformément à l'approche proposée par Groser en septembre, qui doivent être abordées, par ordre d'importance, dans les prochaines sessions de négociation. En dépit des efforts pour parvenir à un consensus, d'importantes divergences ont été perçues. Celles-ci se sont manifestées à propos des priorités et de l'intérêt que chaque membre accorde à tel ou tel aspect des négociations.

Groser jalonne le chemin, les pays membres affichent leurs priorités.

Groser a donné le ton dès la réunion du 24 septembre, la première consacrée aux questions agricoles depuis l'accord du 1er d'août. Il a en effet suggéré que les Membres concentrent leurs discussions sur les questions techniques au cours des deux prochains mois. Ces questions techniques reposeraient sur l'Accord-cadre de juillet et sur leur développement ultérieur axé sur les décisions politiques prises. Le président Groser a spécifié en outre qu'il servirait de coordinateur pour les discussions et que les réunions se tiendraient de manière formelle et informelle, dans diverses enceintes. Pour éviter que l'accord-cadre d'août ne fasse l'objet de « renégociations » qui pourraient bloquer les discussions, il a affirmé que ce n'était pas le moment de s'appesantir sur ce Cadre, mais de faire avancer les décisions de celui-ci. Selon lui, les Membres devraient commencer à examiner les questions techniques dans le cadre de l'ensemble des trois piliers.

Dans son exposé, Groser a fait valoir que les discussions à venir porteront sur un certain nombre de questions spécifiques dans le cadre des trois piliers du soutien interne, de la concurrence à l'exportation et de l'accès aux marchés. Pour le soutien interne, les Membres examineront les questions relatives au réexamen et à la clarification de ce que l'on appelle la « catégorie verte » contenant le soutien ayant des effets de distorsion au plus minimes sur les échanges. Ils examineront également la question de la définition du « soutien aux agriculteurs pratiquant une agriculture de subsistance et dotés de ressources limitées » et l'exemption pour le soutien aux pays en développement à cet égard.

Concernant la concurrence à l'exportation, les discussions techniques se pencheront sur le concept de parallélisme. En termes pratiques, ceci implique les voies et moyens de garantir que non seulement les subventions à l'exportation directes, mais aussi les

crédits à l'exportation, les garanties à l'exportation, certains types d'aide alimentaire et certaines pratiques des compagnies étatiques de commercialisation, ne faussent pas les marchés. Pour le moment, les Membres se concentreront sur l'élaboration de définitions clés et sur d'autres questions techniques.

Pour l'accès aux marchés en fin, les Membres réexamineront, entre autres, les questions techniques ayant trait à un « mécanisme de sauvegarde spéciale », que les pays en développement peuvent utiliser pour se protéger contre les brusques poussées des importations.

Les membres ont généralement bien accueillis les propositions de Groser, même s'ils n'ont pas manqué, chacun en ce qui le concerne, de les lire en fonction de leurs propres intérêts et priorités. C'est pourquoi, lors de la seconde réunion tenue le 24 octobre, des divergences sont apparues dans les positions des membres au sujet du choix des questions techniques qu'il convient de discuter en priorité et celles qui doivent suivre.

Les pays en développement mettent en avant le soutien interne et les subventions à l'exportation

Deux des trois piliers de l'Accord sur l'agriculture – soutien interne et concurrence à l'exportation – sont apparus comme une priorité pour un grand nombre de pays en développement. En tout cas, nombre d'entre eux ont fait savoir qu'ils comptaient attendre de voir les concessions que les pays développés étaient effectivement prêts à faire sur ces questions cruciales avant de se décider à aborder d'autres sujets tels que le Mécanisme et de sauvegarde spécial (système de protection contre les poussées d'importation), sujet sur lequel d'ailleurs les pays en développement paraissent divisés. Les Philippines par exemple ont fait part de leur préférence pour les MSS tandis que le Costa Rica veut quant à lui mettre en avant les produits tropicaux. Mais au-delà de ces positions, la réunion a montré que dans le fond, les pays en développement restent préoccupés par tous les trois piliers de l'accord sur l'agriculture et qu'ils souhaiteraient les voir traiter avec le même intérêt dans les prochaines sessions.

Le Groupe de Cairns a fait savoir que ses priorités portent sur des questions telles que la progressivité des droits, les contingents tarifaires, la conversion des droits non ad valorem (calculé en fonction de la quantité, par exemple x % par tonne) en droits ad valorem (basé sur la valeur des importations), les crédits à l'exportation, la période de base pour la boîte « bleue » et la révision des critères de la boîte verte. En ce qui concerne la conversion des droits non ad valorem en droits ad valorem, des sources ont indiqué que la méthodologie proposée est celle qui est employée dans le Groupe de négociation sur l'accès aux marchés pour les produits non agricoles (AMNA). Jusqu'ici, les droits non ad valorem prédominent dans la liste des droits sensibles soumise par les pays développés. Leur conversion devrait, selon des sources, rendre les mécanismes de protection en vigueur dans ces pays plus transparents.

(suite à la page 21)

Le Groupe Spécial de l'OMC sur le coton donne raison au Brésil, les Etats-Unis font appel

C'est devenu officiel. L'Organe de règlement des différends de l'OMC a reconnu illégales les subventions américaines sur le coton et a enjoint les Etats Unis à prendre des mesures appropriées pour les retirer ou éliminer les effets défavorables qu'ils ont causés au préjudice du Brésil. Le Rapport intérimaire du 26 avril dernier a été confirmé et notifié aux parties – Brésil, Etats Unis – le 10 Juin 2004 http://www.ictsd.org/pass_synthese/04-04/story1.htm.

Le Rapport final du Groupe Spécial a été mis à la disposition du Public le 8 Septembre dernier http://www.wto.org/french/tratop_f/dispu_f/267r_a_f.doc.

Comme on pouvait s'y attendre, les Etats-Unis ont fait appel le 18 octobre dernier lors d'une réunion du l'organe de règlement des différends qui, justement, était prévue pour adopter formellement le rapport condamnant les subventions américaines. Le dossier coton reste donc encore ouvert et devra vraisemblablement faire l'objet d'âpres empoignades.

Prétentions des Parties

La principale revendication du Brésil dans ce différend résultait du fait que des mesures de soutien interne américaines ont un réel effet de distorsion sur le commerce. A ce titre, le Brésil voudrait les voir considérer comme des subventions incompatibles avec certaines obligations contractées par les Etats-unis dans le cadre de l'Accord sur l'agriculture, de l'Accord Sur les subventions et les mesures compensatoires et du GATT de 1994.

Le Brésil demandait au Groupe Spécial d'apprécier la réalité du préjudice qu'il subit tout en se prononçant sur les menaces de préjudices à moyen ou long terme. Pour le Brésil, le préjudice actuel ou à venir subi par ses cotonculteurs s'appuie principalement sur trois éléments : les subventions américaines de la campagne 1999-2002 empêchent la hausse des prix du marché mondial dont il pourrait bénéficier. Ensuite, la part de marché du coton détenue par les Etats-Unis s'en trouve augmentée ; et enfin cette part des exportations détenues par les Etats Unis n'est pas équitable du fait du soutien massif. En conséquence, le Brésil demandait au Groupe Spécial de recommander aux Etats Unis de retirer leur versements à l'exportation et les garanties de crédit à l'exportation. La demande de retrait concernait également les versements « intérieurs » au titre du programme Step 2.

Les Etats Unis soutenait pour leur part que leurs programmes de garantie du crédit à l'exportation pour le coton Upland et leurs programmes de garantie du crédit à l'exportation pour tous les produits de base agricoles admissibles ne sont pas des subventions à l'exportation au sens de l'Accord sur l'agriculture, ne sont pas incompatibles avec les articles 10:1 et 8 du même accord et ne sont surtout pas des subventions à l'exportation prohibée.

Qualification du désaccord

A la lumière de ces prétentions croisées, les mesures américaines expressément mises en cause sont les versements au titre de la

commercialisation pour utilisateurs (Step 2) en faveur des utilisateurs nationaux et des exportateurs; les versements au titre du programme de prêts à la commercialisation; les versements directs; les versements anticycliques et les versements au titre de l'assurance-récolte. Dès lors, problème juridique posée est celui de savoir quel est leur réel valeur de distorsion du commerce international, et en en conséquence si elles sont légales au regard de l'Accord sur l'Agriculture et de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires.

Argumentation du Groupe Spécial

Le Groupe Spécial s'est appuyé sur quatre arguments majeurs pour aboutir à sa décision finale.

D'abord, Il estime que les mesures de soutien interne des États-Unis examinées accordent un soutien pour un produit spécifique – en l'occurrence le coton - qui excède celui qui a été décidé pendant la campagne de commercialisation 1992 et ne satisfont donc pas aux conditions énoncées au paragraphe b) de l'article 13 de l'Accord sur l'agriculture. En conséquence, elles ne sont donc pas exemptées des actions fondées sur le paragraphe 1 de l'article XVI du GATT de 1994 ou sur les articles 5 et 6 de l'Accord SMC.

Ensuite, le Groupe Spécial affirme que les garanties de crédit à l'exportation des États-Unis au titre des programmes de garantie du crédit à l'exportation sont des subventions à l'exportation appliquées d'une manière qui entraîne un contournement des engagements en matière de subventions à l'exportation des États-Unis, au sens de l'article 10:1 de l'Accord sur l'agriculture. En conséquence, elles sont incompatibles avec l'article 8 de l'Accord sur l'agriculture;

En outre, les garanties de crédit à l'exportation des États-Unis au titre des programmes de garantie du crédit à l'exportation sont mises en place par les pouvoirs publics des États-Unis à des taux de primes qui sont insuffisants pour couvrir, à longue échéance, les frais et les pertes au titre de la gestion des programmes.. A ce titre, elles constituent des subventions à l'exportation en soi prohibées par l'article 3.1 a) et 3.2 de l'Accord SMC.

Enfin, la loi américaine prévoyant des versements au titre de la commercialisation pour utilisateurs (Step 2) en faveur des exportateurs de coton upland est une subvention à l'exportation pour le coton qui est un produit non inscrit dans la liste des exemptions. Il est donc incompatible avec les obligations des États-Unis au titre des articles 3.3 et 8 de l'Accord sur l'agriculture

Décision finale du Groupe Spécial

Suite à cet argumentaire, le Groupe Spécial reconnaît l'existence d'un Préjudice Grave pour le Brésil aux motifs que les subventions des États-Unis qui sont impératives et subordonnées aux prix – versements au titre du programme de prêts à la commercialisation, versements au titre de la commercialisation pour utiliza-

(suite à la page 22)

Le Rapport final du Groupe Spécial sur le Sucre publié

Le 15 octobre dernier, le Groupe Spécial de l'OMC sur les subventions accordées aux producteurs européens de sucre a rendu public son rapport final. Ce rapport a confirmé les conclusions du rapport préliminaire dont quelques éléments s'étaient ébruités http://www.ictsd.org/pass_synthese/04-09-16/story1.htm. Le groupe spécial a conclu que les Communautés européennes subventionnent les exportations de sucre au delà du niveau formellement notifié à l'OMC, et en violation des dispositions de l'accord sur l'agriculture. Le groupe spécial a aussi considéré que les exportations de sucre bénéficiant de subventions sont au delà de ce qu'il leur est légalement admis à l'OMC.

Les exportations de (sucre C) bénéficient bel et bien de subventions

Les plaignants avaient formulé une réclamation concernant l'exportation de «sucre C» qui est hors quotas. Ils ont soutenu que ces exportations étaient subventionnées du fait de subventions croisées avec les recettes tirées de la production relevant des quotas A et B. Le Brésil avait soutenu que le «sucre C» «ne pouvait être commercialisé sur le territoire douanier de l'UE» et que les bénéfices (de l'UE) provenaient donc d'autres facteurs, comme «les tarifs douaniers élevés, le soutien interne basé sur des prix d'intervention et les subventions directes à l'exportation».

Les Communautés Européennes ont soutenu l'argument contraire en faisant valoir que les exportations de «sucre C» ne bénéficient pas de subventions à l'exportation et que cette réclamation se fonde notamment sur une interprétation erronée des dispositions de l'OMC concernant les subventions aux exportations de produits agricoles et est contraire à l'obligation d'être de bonne foi.

En fin de compte, le Groupe Spécial a conclu que les exportations de sucre communautaire produit hors quota (sucre C) bénéficient effectivement de subventions à l'exportation. L'interprétation erronée dont se prévaut l'Union Européenne et le fait que les plaignants en fussent toujours conscients sans prendre de mesures appropriées ne leur enlèvent pas le droit de s'en plaindre en temps opportun, selon le raisonnement du Groupe Spécial.

Sucre des pays ACP et de l'Inde : la note de bas de page sur le calendrier de l'OMC n'a pas de valeur juridique obligatoire

Outre la réclamation sur le sucre C, une seconde demande concernait les restitutions à l'exportation de 1,6 million de tonnes de sucre, correspondant à des importations communautaires préférentielles en provenance des pays ACP et de l'Inde. Les plaignants ont soutenu que l'Union européenne ne respecte pas l'engagement qu'elle a pris de réduire ses subventions aux exportations, et qu'elle viole l'accord OMC.

L'Union européenne soutient pour sa part que les exportations d'équivalent sucre des pays ACP et de l'Inde sont parfaitement conformes au calendrier des engagements et aux dispositions

de l'OMC concernant les subventions aux exportations des produits agricoles, dans la mesure où une note de bas de page de son document d'engagement excluait le 1,6 millions tonnes dont il est question. Dans ses conclusions, le Groupe Spécial a noté que la note de bas de page n'avait pas de valeur juridique et ne pouvait pas modifier les engagements contenus dans le document de base de l'Union Européenne.

Le Groupe Spécial a par ailleurs refusé de tenir en considération les demandes formulées au titre de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires dans la mesure où les dispositions de l'accord sur l'agriculture ont suffi à résoudre le différend et que les plaignants n'avaient pas bien argumenté leurs demandes au titre de cet accord.

Tierces parties élargies et *Amicus Curia* Brief

Dans le processus de règlement des différends sur le sucre, le Groupe Spécial a accordé des droits de tierces parties élargis à tous les Membres Tierces parties, allant même au delà de ce qui est habituellement prévu par l'Organe de règlement des Différends. Cependant, il a refusé de donner suite à une position écrite sous forme de *amicus curiae brief* d'une association représentant des producteurs de sucre allemands *Wirtschaftliche Vereinigung Zucker* (WVZ). Bien que le Groupe Spécial a autorisé les parties à faire des commentaires sur le document, il a décidé de ne pas en tenir compte du fait qu'il a été soumis en retard et qu'il était basé sur des informations confidentielles fournies par le Brésil.

Quelques réactions des protagonistes

Dans un communiqué de presse distribué sur le jour de la publication officielle du rapport sur le sucre (IP/04/1237), l'UE a annoncé son intention de faire appel de la décision. «L'Union respectera ses obligations internationales. En même temps, elle défendra les intérêts légitimes des producteurs communautaires de sucre et l'accès préférentiel au marché de l'UE dont bénéficient les pays en développement», a déclaré Pascal Lamy, commissaire au Commerce.

Pour sa part, Le commissaire à l'Agriculture, Franz Fischler a rappelé que l'Union avait déjà commencé à restructurer «radicalement son régime du sucre (...) pour des raisons internes». «Cette réforme rendra le secteur communautaire du sucre plus compétitif et plus favorable aux échanges», a-t-il conclu. Ce processus prévoyant notamment la réduction des exportations, des subventions et de la production sur quatre ans, doit débuter en juillet 2005, avec une évaluation prévue lieu en 2008.

Quant au Brésil, partie vainqueur au différend, il a affirmé dans un communiqué que «le panel (de l'OMC) a condamné de façon claire et ferme les deux éléments du régime sucrier que le Brésil avait contestés». Pour rappel, ces deux éléments sont «l'exportation subventionnée d'excédents de production ('sucre C'), et l'exportation subventionnée de sucre en provenance de certains pays de l'ACP».

ACP-UE : les Etats ACP fournisseurs de sucre s'attaquent aux arguments avancés par la Commission européenne en vue de la réforme du protocole sucre

Alors que l'Union européenne tente de mettre en place un mécanisme pour la réforme de son régime sucrier, sous le coup d'une condamnation par un panel de l'OMC, suite à une plainte du Brésil, les pays ACP fournisseurs de sucre sont montés au créneau pour défendre le protocole dont une réforme brutale pourrait avoir des effets dévastateurs pour leurs économies.

Lors d'une réunion tenue à Bruxelles du 4 au 6 octobre dernier, avec pour objectif de s'entendre sur les meilleurs arguments à opposer aux propositions de la commission, mises sur la table le 14 juillet 2004, les Etats ACP fournisseurs de sucre présents ont été unanimes à reconnaître que si ces propositions devaient être adoptées telles qu'elles sont actuellement, elles présenteraient de graves menaces sur les industries ACP et, en conséquences, sur le tissu socio-économique.

Le protocole sucre est une composante essentielle du régime communautaire du sucre et un élément majeur de la convention de Lomé, signé avec 16 Etats ACP, qui stipule que l'UE pourra importer 1,3 millions de tonnes de sucre par année, à des prix très proches des prix élevés reçus par les fermiers producteurs de sucre de betteraves. Ce protocole est un accord commercial préférentiel qui lie depuis longtemps les ACP et la Communauté européenne. Les ACP qui disent s'être pleinement et scrupuleusement acquittés de leurs obligations au titre de ce protocole attendent en retour de l'UE qu'elle continue à remplir les siennes dans ce même cadre. Selon les représentants ACP présents à la réunion de Bruxelles, «l'industrie sucrière joue un rôle multifonctionnel dans les pays ACP. Elle offre une grande diversité d'avantages directs et indirects et les possibilités de diversification par l'introduction de cultures autres que le sucre sont très limitées». C'est pourquoi, conscients que seules une réduction des coûts et une modernisation de l'industrie sucrière peut améliorer la compétitivité de ce secteur, ces Etats ont entrepris des réformes intensifs. Ils reconnaissent toutefois que la durabilité de ces réformes dépend, pour une large part, du « maintien de recettes stables et prévisibles et des prix rémunérateurs».

Les pays ACP fournisseurs de sucre considèrent leur démarche comme étant d'autant plus légitime que les préférences dont ils revendiquent le maintien sont reconnues non seulement dans le cadre des accords bilatéraux EU-ACP, mais aussi par leurs partenaires au niveau multilatéral. L'accord-cadre de l'OMC du 1er août dernier prend en effet pleinement acte de l'importance des préférences commerciales tout en inscrivant la question de leur examen dans le calendrier multilatéral. De plus, « aux termes de l'accord-cadre d'août 2004, les membres de l'OMC peuvent désigner les produits sensibles pour lesquels les engagements de réduction tarifaire seront moins importants. Dans ce cas, aucune obligation ne découlerait des négociations à l'OMC en matière de réduction draconienne et immédiate des prix, comme le propose la Commission. Les ACP considèrent que d'ici 2008, la situation dans le secteur international du sucre sera plus claire et que, par conséquent, il n'est pas nécessaire que la réforme commence avant 2008 ».

La stratégie adoptée par les pays ACP semble se limiter, pour l'heure, à appeler la Commission européenne à respecter ses engagements. Le niveau de réduction des prix et les délais pour l'entrée en vigueur et le démantèlement du mécanisme d'intervention sont jugés, d'une part non conformes aux obligations énoncées dans le protocole relatif au sucre, et d'autre part comme une négation du rôle multifonctionnel du sucre dans les pays ACP. L'impact d'une réforme brutale qui ne tiendrait pas compte de cet aspect aurait des conséquences graves sur l'emploi, l'investissement, le développement rural, la sécurité alimentaire et la protection et la préservation de l'environnement etc.

La commission européenne estime elle-même qu'une baisse de 25% du prix du sucre européen entraînerait pour les exportateurs ACP une perte de revenu d'environ 250 millions d'euros par an. Conscients de cela, les pays ACP, soutenus par le G 90, avaient, en juillet dernier, émis l'idée d'une compensation totale à la baisse des prix garantis de l'UE et des mesures de sauvegarde pour leurs exportations de sucre. Ils ont réaffirmé en octobre qu'une éventuelle baisse des prix doit être entièrement compensée selon un mécanisme de décaissement automatique et prévisible. Ces décaissements de fonds devraient s'effectuer selon une méthode simple, et devraient intervenir en temps et être récurrents.

Les ACP et les PMA déplorent le fait que la Commission ait ignoré la proposition présentée le 3 mars 2004 dans laquelle les PMA demandaient une adaptation de l'Initiative TSA par le biais d'un accès accru sous forme d'un deuxième quota valable jusqu'en 2016, en lieu et place d'un accès en exemption de quotas. Les PMA sont d'avis qu'il est essentiel de maintenir un marché administré d'une manière harmonieuse de façon à assurer un prix garanti élevé et rémunérateur. En l'absence d'une telle approche, les propositions de la Commission ne profiteront qu'aux utilisateurs industriels de sucre dans l'UE et aux grands exportateurs de plusieurs produits de base.

Sources : notes ICTSD, ACP (www.acpsec.org).

L'UE présente son Système Général de Préférences (SGP) révisé

La Commission européenne a adopté, le 20 octobre dernier, une proposition énonçant les détails d'un Système généralisé des préférences européen révisé pour la période 2006-2008. Du fait de l'expiration, le 31 décembre 2005, du plan de dix ans lancé en 1995, Le nouvel SGP, qui s'appuie sur les directives formulées par la Commission en juillet passé, sera à présent envoyé aux Etats Membres de l'UE, au Parlement européen et à son Comité économique et social. En raison de la date limite fixée par l'arbitre de l'OMC au 1er juillet 2005, pour la mise en conformité des Arrangements sur les drogues dans le SGP par l'UE, la Commission espère que le nouveau système sera adopté à temps pour respecter ce délai.

(suite à la page 16)

L'UE présente son Système Général de Préférences... (suite de la page 15)

Objectifs clés : simplicité, équité

Le nouveau système réduira le nombre d'arrangements SGP, qui passera des cinq programmes actuels à trois. Aux fins des arrangements antérieurs, les pays en développement pouvaient recourir au programme général – visant approximativement 7.000 produits, sur lesquels 3.300 bénéficient d'une accés en franchise de droits et 3.700 (« produits sensibles ») d'une réduction tarifaire de 3,5 points de pourcentage sur les tarifs NPF (NPF moins 20% pour les textiles/vêtements) – ou à des programmes spéciaux en faveur des pays qui encouragent la protection des normes du travail et de l'environnement, qui luttent contre la production et le trafic de drogues ou qui appartiennent au groupe des pays les moins avancés (PMA) (l'initiative « Tout sauf les armes »). Aux fins du nouveau régime, l'arrangement général restera essentiellement le même (tout en incorporant 300 nouveaux produits), de même que le programme « Tout sauf les armes » en faveur des PMA. Mais les trois programmes restants seront compilés en un seul appelé « SGP+ », réservé aux pays qui remplissent les nouveaux critères pour le développement durable et la bonne gouvernance.

Introduction du SGP+

Le programme « SGP+ » remplace les trois anciens régimes d'incitation (arrangements portant sur les drogues, les questions sociales et l'environnement) par un nouveau régime unique qui vise environ 7.200 produits pouvant entrer dans l'UE en franchises de droits, en provenance de pays vulnérables acceptant les principales conventions internationales relatives aux questions sociales, aux droits humains, à la protection de l'environnement et à la gouvernance, y compris la lutte contre les drogues. Pour être éligibles, les pays doivent montrer qu'ils sont de très petits bénéficiaires aux fins du SGP, que leurs économies sont faiblement diversifiées et vulnérables, et qu'ils ont ratifié et effectivement mis en œuvre les 16 conventions fondamentales relatives aux droits humains et aux droits du travail, ainsi que 7 conventions (sur 11) relatives à la bonne gouvernance et à la protection de l'environnement. Parmi les conventions sur la liste figurent le Protocole de Kyoto sur le réchauffement global, le Protocole de Carthagène sur les organismes génétiquement modifiés, la Convention sur la diversité biologique, la Convention sur le commerce internationale des espèces de faune et de flore menacées d'extinction (CITES), ainsi que les conventions contre le travail forcé, le travail des enfants, la discrimination raciale et sexuelle, de même qu'un accord qui défend le droit pour les travailleurs de se syndiquer et mener des négociations collectives.

Le nouveau SGP se concentre sur les petits pays en développement

Pour chaque pays bénéficiaire, le nouveau SGP ne permettra l'éligibilité que pour les groupes de produits (« sections » du Code de la valeur en douane de l'UE) qui représentent moins de 15% du total des importations des mêmes produits vers l'UE, dans le cadre du SGP, au cours des 3 dernières années consécutives. Pour les textiles, le seuil serait de 12,5%. Cette limitation cherche à permettre une gradation, évaluée tous les trois ans, pour retirer du système SGP les produits les plus compétitifs de bénéficiaires largement concurrentiels sur le marché communautaire et qui n'ont donc plus besoin du SGP pour stimuler leurs exportations vers

l'UE. Selon Jo Leadbeater, responsable du bureau plaidoyer UE à Oxfam International, le fait qu'un pays soit soumis à la gradation après avoir compté pour 15% des importations de l'UE en provenance des pays en développement, plutôt que de l'ensemble des importations de l'UE, « signifie qu'un pays en développement peut être retiré du SGP alors qu'il commence à mettre un pied dans le circuit [... et] ceci injuste et franchement protectionniste. » La limitation servira à exclure la plupart des produits chinois, et certainement les textiles et les vêtements, des dispositions du SGP, alors que les exportations indiennes de textiles et de vêtements vers l'UE seront probablement assez substantielles d'ici mi 2005 pour être exclues des produits visés par le SGP. Les nouvelles règles de gradation susciteront probablement des discussions à propos de la différenciation entre pays en développement, une question litigieuse dans les négociations sur le traitement spécial et différencié à l'OMC.

Révision des règles d'origine

Reconnaissant le fait que des règles d'origine rigoureuses empêchent l'utilisation efficace du SGP (qui était à un taux de 52% en 2002), le nouveau plan cherche à recourir au cumul régional, pour que les Membres d'un groupe régional (tel que l'ASEAN ou la SAARC) soient en mesure de combiner pour une meilleure utilisation des préférences. Le cumul d'une région à l'autre sera introduit si des pays intéressés le demandent (ainsi les pays de la SAARC pourraient cumuler avec les règles d'origine de l'ASEAN, par exemple). Toutefois, Oxfam s'est dit déçu du traitement des règles d'origine par l'UE, en déclarant que « la Commission ne propose guère de changements aux règles existantes. »

En 2003, les importations vers l'UE aux fins du programme SGP représentaient une valeur de près de 52 milliards d'Euros.

Branle bas de combat à l'OMC... (suite de la page 2)

ment américain doit réexaminer la demande (des groupes industriels), ceci enfreindrait imprudemment les règles de l'OMC, et ébranlerait sérieusement la confiance des firmes et du public chinois dans l'environnement du commerce mondial », a déclaré un porte-parole du ministre du commerce chinois, lors d'un entretien. Le porte-parole a averti qu'un tel manquement pourrait avoir un impact négatif sur les relations commerciales et économiques bilatérales entre la Chine et les Etats-Unis. De même, Haiyun Liu, premier secrétaire de l'Ambassade de Chine à Washington, a averti, le 9 septembre, que les Etats-Unis pourraient être confrontés à un différend à l'OMC s'ils décidaient de bloquer une poussée attendue des importations de textiles chinois. Il a également déclaré que Beijing n'accepterait pas de restreindre volontairement les expéditions de textiles et de vêtements vers les Etats-Unis. Le 14 septembre, le sous-secrétaire américain au Commerce international, Grant Aldonas, a expliqué que les Etats-Unis ne demandaient pas à la Chine de plafonner volontairement ses exportations de textiles, mais a ajouté que Washington pourrait prendre des mesures contre les fabricants de textiles chinois si l'industrie américaine pouvait étayer les allégations selon lesquelles elle serait lésée par un afflux d'importations chinoises bon marché.

(suite à la page 16)

Branle bas de combat à l'OMC... (suite de la page 15)

Proposition de mesures d'ajustement lors du CCM du 1^{er} Octobre

Lors d'une réunion du Conseil du commerce des marchandises de l'OMC, le 1^{er} octobre dernier, Sept pays ont présenté une proposition visant à faire prendre par l'OMC des mesures pour traiter de l'impact de l'élimination prochaine des contingents sur leurs fragiles industries de textiles et de vêtements. La proposition - émanant des pays suivants : Bangladesh, Maurice, République dominicaine, Fidji, Madagascar, Sri Lanka et Ouganda - demande au Secrétariat de l'OMC de préparer une étude sur les questions liées à l'ajustement et sur les coûts découlant de l'élimination des contingents, et d'établir un programme de travail à l'OMC pour débattre des solutions possibles aux problèmes identifiés dans l'étude.

Le programme d'action n'a toutefois pas été adopté en raison de la froideur de la réaction la Chine et de plusieurs autres Membres de l'OMC. Le président du Conseil du commerce des marchandises, l'ambassadeur Alfredo Vicente Chiaradia de l'Argentine, a convenu de mener dès que possible des consultations informelles entre les Membres, afin de débattre davantage de la proposition. Néanmoins, l'ambassadeur mauricien à l'OMC, S. B. Servansing, s'est déclaré satisfait des résultats de la réunion et du fait que « 38 pays ont pris la parole, aujourd'hui, pour appuyer la proposition, et je ne pense donc pas que l'OMC puisse à présent arrêter ceci définitivement. »

En dépit de spéculations selon lesquelles au moins un Membre pourrait préconiser la prolongation des contingents au-delà de la date limite du 1^{er} janvier 2005, aucune demande de ce type n'a été avancée. Préalablement à la réunion, la GAFTT (Global Alliance for Fair Textile Trade), une alliance qui représente les associations d'industries textiles aux Etats-Unis et dans plus de 50 autres pays, avait exercé des pressions en faveur d'une telle prorogation.

Positions défendues par les acteurs clés

Plusieurs pays clés sont intervenus en faveur de la démarche de leur choix pour atténuer les problèmes entraînés par l'élimination progressive des contingents pour les textiles. Selon la Chine, l'élimination progressive devait se dérouler comme prévu et le meilleur moyen de traiter les coûts d'ajustement était de renforcer les programmes d'assistance de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international tout en éliminant les obstacles au commerce pour les petits producteurs vulnérables, par exemple les règles d'origine préférentielles. Les Etats-Unis ont manifesté leur intérêt pour la poursuite des discussions, mais ont déclaré que la Chine devait prendre en charge en partie les coûts d'ajustement auxquels les petits pays allaient faire face à la suite de la hausse prévue des exportations chinoises. « Nous estimons que les grands pays exportateurs de vêtements ont l'obligation de regarder au-delà de leurs propres frontières sur ce point et de travailler avec les pays en développement pour faciliter la transition » a déclaré un responsable de la mission américaine à Genève.

Le ministre du commerce du Pakistan, Humayun Akhtar Khan, a favorablement accueilli la suppression des contingents pour les textiles et les vêtements, mais a déclaré : « Je ne pense pas que l'on puisse faire grand-chose à l'OMC » sur la question des coûts d'ajustement. Il a dit qu'il revenait plutôt aux pays à titre individuel « d'exercer les droits à leur disposition par des mesures com-

merciales défensives. » Selon des responsables étatiques indiens de haut rang, l'Inde, lors de la réunion du Conseil du commerce des marchandises, avait recherché la réduction des crêtes tarifaires maintenues sur ses exportations de textiles, et invité vivement les pays développés à abaisser leurs tarifs moyens dans ce secteur. Des responsables ont déclaré que l'Inde avait également mis l'accent sur le fait qu'aucune nouvelle mesure de protection commerciale ou règle d'origine ne devait être introduite qui priverait les pays en développement des avantages de la libéralisation des échanges dans le secteur des textiles et des vêtements.

Les petits pays en ordre de bataille pour préserver leur industrie

Dans le même temps, les petits pays en développement tentaient d'évaluer l'impact de l'élimination progressive des contingents et d'élaborer des mécanismes d'ajustement. Les sept protagonistes de la proposition à l'OMC ont cité des estimations selon lesquelles jusqu'à 27 millions d'emplois à travers le monde peuvent être perdus en raison de l'élimination des contingents et selon Servansing, : « Il y aura plus de perdants que de gagnants » dans le processus de suppression des contingents. Toufiq Ali, ambassadeur du Bangladesh à l'OMC, a noté que 80% des exportations de son pays reposaient sur le secteur des vêtements et que la vaste majorité de ces exportations étaient rendues possibles grâce à l'accès garanti en contingents. La production de vêtements de confection a été un des secteurs les plus importants de l'économie du Bangladesh, avec près de 1,6 millions d'employés, soit un tiers de sa force de travail industrielle. L'évolution du marché pourrait non seulement affecter l'économie, mais aussi les relations sociales. Des millions de femmes et de filles, dont le destin est étroitement lié au sort du secteur des vêtements dans le pays, peuvent être affectées par ces changements dans les contingents. Les Bangladeshi espèrent que la communauté internationale apportera un soutien tel que l'aide et l'assistance technique aux efforts visant à améliorer les compétences et à recycler les travailleurs licenciés.

Le Cambodge est un autre pays qui est en train de tenter prendre en compte l'élimination des contingents. L'investissement étranger au cours des dernières années s'est concentré dans le secteur florissant des vêtements, qui emploie 240.000 travailleurs et qui fournit un revenu familial à près d'un million de personnes. Etant donné les prix à la production plus faibles dans d'autres parties de l'Asie, le Cambodge espère survivre dans l'environnement post-contingents en faisant connaître son label éthique à des consommateurs avertis. Les vêtements cambodgiens sont vendus en Occident avec l'aval certifié de l'OIT, ce qui implique la reconnaissance des syndicats, le paiement des heures supplémentaires, et des conditions de travail acceptables. Le pays est en train de promouvoir son industrie des vêtements comme modèle de garantie du respect des normes internationales du travail et de prévention de l'exploitation du travail des enfants.

Règles d'origine restrictives dénoncées

Selon Munir Ahmad, directeur exécutif du Bureau international des textiles et des vêtements, le problème réel pour les industries de textiles et de vêtements des petits pays en développement n'était pas simplement la suppression des contingents, mais les restrictions imposées par les règles d'origine strictes des Etats-Unis et de l'UE. Ces règles d'origine, énoncées dans des accords tels que l'initiative Tout sauf les armes de l'UE et la loi sur la

croissance et les opportunités en Afrique (AGOA) des Etats-Unis, entravaient les exportations textiles des pays en développement vers les pays développés, freinant ainsi la croissance économique des pays en développement.

Conférence Euro-Méditerranéenne sur l'avenir de l'Industrie textile et de l'habillement

Dans ce contexte et à trois mois de la disparition des restrictions quantitatives au commerce international des produits du textile et de l'habillement, il s'est tenue à Tunis une réunion des ministres (ou leur représentant) du commerce des pays de la zone euro-méditerranéenne. Ceux-ci ont exprimé leur « préoccupation » et leur « angoisse » en prévision de cette échéance car le secteur emploie plusieurs millions de salariés dans l'espace euro-méditerranéen, essentiellement des femmes. Il constitue une grande source de recettes, représentant par exemple près de 50% des exportations vers l'UE de la Tunisie ou du Maroc.

Les participants ont par ailleurs plaidé pour une stratégie commune en vue de contrecarrer « l'invasion » des produits textiles chinois attendue en janvier prochain, date du démantèlement des accords multifibres(AMF) en vigueur depuis 40 ans et de la suppression des quotas textiles. Ils ont prôné une attitude offensive, notamment lors des prochaines négociations multilatérales de l'OMC et souhaité des conditions de concurrence loyale (référence aux niveaux de salaires chinois) et des règles communes pour tous les acteurs. Autre source d'inquiétude : le risque d'effets de diversion vers l'UE en cas de mesures protectionnistes américaines. Si les USA adoptaient ce type de mesure, il existe en effet un risque de détournement vers le marché européen d'une partie des exportations asiatiques qui n'auraient pas accès au marché américain. Pascal Lamy préconise la mise en place de mécanismes de surveillance des flux de produits textiles ainsi que « d'accroître la vigilance contre les pratiques déloyales, de renforcer les droits de propriété intellectuelle et de lutter contre la fraude et les contrefaçons ».

Avant son départ pour Tunis, Pascal Lamy, le commissaire européen au commerce international, avait déclaré : «Pour rester compétitif dans le secteur textile et habillement, il faut créer une zone de libre-échange et d'investissement intégrée autour du bassin méditerranéen. C'est en unissant nos forces que nous ferons du 1er janvier 2005 le début de nouvelles opportunités pour ce secteur industriel important.» Ces intérêts convergents entre les pays du nord et du sud de la Méditerranée se traduisent en effet depuis plusieurs années par une augmentation des échanges entre l'UE et les pays méditerranéens ; les importations européennes en provenance de ces pays ont été multipliées par quatre entre 1988 et 2003, passant de moins de 4 milliards d'Euros à plus de 16 milliards.

Sources : Notes ICTSD, Le Temps, OMC, Nouvel Observateur, <http://europe.eu.int/>

Accord de Libre Echange USA/Maroc ... (suite de la page 3)

aussi grand que le marché américain s'offrent pour les producteurs marocains, notamment pour les produits textiles, les produits de l'horticulture, les conserves de poisson et les phosphates, elles appellent néanmoins quelques remarques qui relativisent leur impact positif sur l'économie marocaine. Il s'agit d'abord de

l'incapacité des entreprises marocaines, vu leur taille, à répondre aux grosses commandes que les firmes américaines ont l'habitude de passer à l'étranger. Il s'agit aussi des barrières non tarifaires constituées notamment par les spécifications phytosanitaires qui rendent le marché américain difficilement accessible. Par ailleurs, cet accord de libre – échange ne ferait que confirmer le Maroc dans son statut de pays à spécialisation internationale traditionnelle (produits primaires et biens intensifs en main – d'œuvre bon marché). Certes, une telle spécialisation pourrait évoluer vers de nouveaux secteurs d'activité grâce à l'amélioration de l'attractivité des investissements directs étrangers qui devrait découler de la signature de l'ALE ; Toutefois, l'expérience internationale montre que la signature d'accords de libre - échange ne suffit pas pour attirer les firmes multinationales. D'autre part, l'impact de l'implantation de filiales de ces firmes dans les pays d'accueil s'avère limité en matière de développement (faibles effets d'entraînement sur le tissu productif local, activités de sous – traitance intensives en main-d'œuvre, etc.).

Des effets pervers risquent de se produire notamment dans les secteurs de la santé et de l'agriculture. Dans le premier cas, le risque est grand que l'application des « ADPIC plus » entrave la production et la commercialisation des génériques, condamnant ainsi beaucoup de malades qui ne peuvent pas payer le prix des médicaments vendus par les firmes multinationales.

Pour ce qui est du secteur agricole, la libéralisation à terme des importations de céréales en provenance des Etats - Unis signera l'arrêt de mort de l'agriculture paysanne marocaine, avec des conséquences sociales et politiques que l'on peut imaginer, étant donné que 46% des marocains vivent encore en milieu rural.

En résumé, la brève analyse de l'ALE Maroc - Etats-Unis à laquelle nous venons de procéder ne permet pas de conclure que cet accord se traduira par des effets favorables sur le développement du Maroc. On serait plutôt tenté de dire qu'il montre de manière nette que ce qui est bon pour les Etats-Unis n'est pas bon pour le Maroc.

Quelle orientation à présent pour les négociations... (suite de la page 5)

Un aspect important des propositions de la Banque et du Fonds est la volonté d'aborder les questions avant la conclusion des négociations, une lacune de l'Accord du Cycle d'Uruguay qui a suscité beaucoup d'amertume chez les pays en développement et qui explique pour beaucoup ce qui s'est passé à Seattle et à Cancun. Toutefois, les propositions sont certes favorablement accueillies, mais elles indiquent aussi une volonté d'accorder des crédits aux pays qui ont déjà des niveaux d'endettement élevés. Et il faut se poser la question de savoir si les propositions actuelles à l'OMC représentent la meilleure utilisation possible du financement pour le développement. Le financement de la lutte contre le sida devrait peut-être bénéficier d'une plus grande priorité. Il semblerait préférable d'acheminer les flux d'aide bilatérale vers ces problèmes, au lieu d'accroître l'endettement.

Dans le texte du cadre de l'accès aux marchés pour les produits non agricoles, les Membres ont convenu des éléments suivants concernant la formule :

- Il y aura une couverture générale des produits, sans exclusions a priori ;

(suite à la page 18)

Quelle orientation à présent pour les négociations... (suite de la page 17)

- Les réductions ou l'élimination des droits de douane commenceront par les taux consolidés, après la pleine mise en œuvre des concessions actuelles ; toutefois, pour les lignes tarifaires non consolidées, la base de départ pour les réductions tarifaires sera de [deux] fois le taux tarifaire NPF appliqué au cours de l'année de référence ;
- L'année de référence pour les taux tarifaires NPF appliqués sera 2001 ;
- Des crédits seront accordés pour la libéralisation autonome par les pays en développement à la condition que les lignes tarifaires aient été consolidées sur la base de la NPF à l'OMC depuis la conclusion du Cycle d'Uruguay ;
- Tous les droits non ad valorem seront convertis en équivalents ad valorem à partir d'une méthodologie à déterminer et seront consolidés en termes ad valorem ;
- Les négociations démarreront sur la base de la nomenclature SH96 ou SH2002, les résultats des négociations devant être finalisés dans la nomenclature SH2002 ; et
- La période de référence pour les données sur les importations sera 1999-2001.

Produits de base et développement durable ... (suite de la page 7)

res et de transport du Brésil, pour améliorer l'efficacité générale de ce pays en tant que fournisseur. Ceci n'est probablement que le début de cette tendance.

Il est plus efficace de traiter directement avec les principaux producteurs. C'est pour cette raison que bon nombre de négociants et d'industries de transformation des pays développés seront probablement évincés du commerce Sud-Sud qui dominera la production agricole des 20 à 50 prochaines années, à moins que les pays développés ne transfèrent leurs opérations vers les nouveaux centres de production.

Un autre très grand problème est le fait qu'un certain nombre de pays (peut-être 30 à 50, la plupart en Afrique subsaharienne) sont actuellement peu en mesure de produire – s'ils produisent – de manière compétitive pour la vente sur un marché mondial. De fait, la libéralisation des échanges peut réellement aggraver la mauvaise situation de ces pays. Ils protègent leurs propres producteurs agricoles par l'intermédiaire de droits de douane et d'obstacles aux échanges, mais ceci ne sera peut-être pas possible dans l'avenir. Les producteurs efficaces de produits de base dans d'autres parties du monde pourraient probablement produire et expédier à travers le monde des produits meilleur marché et souvent de meilleure qualité que ceux manufacturés localement. Malheureusement, de telles importations contraindraient certainement les producteurs locaux à cesser leurs activités, mais on ne sait pas si, sans l'agriculture, beaucoup de personnes sur le marché local disposeraient d'argent pour acheter à un prix quelconque les produits alimentaires importés car la production alimentaire locale est le plus grand moteur dans la plupart de ces économies.

Même un accès aux marchés européen et américain a peu de chances d'aider la plupart des pays producteurs. Le sucre illustre bien ce problème. La recherche récente menée dans l'UE suggère que, selon des estimations prudentes, près de 50% de toute hausse du

marché du sucre dans l'UE pouvant résulter des réformes du régime de subventions au sucre profiterait au Brésil. Chaque tonne métrique de sucre produite au Brésil aura tendance à abaisser ses coûts de production généraux par rapport à ceux de ses concurrents. Le seul facteur qui changerait cela de manière sensible serait la croissance rapide de l'économie du Brésil, ce qui rehausserait la valeur de la monnaie de ce pays et rendrait donc les exportations moins compétitives sur les marchés globaux.

Le rôle du secteur public dans l'élaboration d'un agenda des produits de base favorable aux pauvres et à l'environnement

Deux tendances notables se dégagent en ce qui concerne le rôle du secteur public dans tout agenda de politique favorable aux pauvres ou à l'environnement. La première est la réduction générale du rôle de l'Etat et des ressources à la disposition de l'Etat dans presque tous les pays du monde. La seconde est la concentration accrue sur la sécurité et le terrorisme. Bien que l'éradication de la pauvreté soit considérée comme assez importante en tant que stratégie pour réduire le nombre de terroristes potentiels, on y consacre peu de fonds actuellement, à l'échelle globale, par rapport aux autres guerres contre le terrorisme. L'environnement ne figure nulle part dans les nouvelles stratégies antiterroristes de la plupart des pays développés.

Quelles sont donc les nouvelles tendances de l'Etat en ce qui concerne les systèmes de production de denrées alimentaires ? Pour parler simplement, moins de tout : moins de financements pour la surveillance et/ou la mise en application des lois environnementales et des critères de performance existants ; moins de financements pour la recherche et la vulgarisation agricoles ; moins de financements pour les tests sur les résidus et ceux sur les produits et transfert de la responsabilité (et du coût) vers le producteur ou le pays producteur ; et décentralisation du pouvoir vers des unités administratives de plus faible échelon, où les élites locales ont souvent des intérêts personnels significatifs dans l'agriculture et l'exploitation des ressources naturelles. Ceci entraîne souvent des résultats qui ne sont favorables ni aux pauvres, ni à l'environnement.

Autorisation d'exploiter

La production agricole et celle de produits de base en particulier, ne se fait pas dans le vide. Les gouvernements, les ONG et la société en général, y compris les industries alimentaires et les détaillants, ont tous des intérêts dans les incidences de l'agriculture. Les pressions que ces groupes peuvent exercer collectivement sur l'agriculture sont connues sous le nom « d'autorisation d'exploiter ». Cette autorisation d'exploiter est en train d'évoluer. Voici quelques-uns des changements récents et les plus significatifs :

- Dans le passé, les producteurs étaient tenus (bien que ceci n'était pas toujours appliqué) de respecter la loi. On est ensuite passé au respect de la loi du pays consommateur. Ceci résulte des initiatives du secteur privé, des tests et de la capacité des pays à exiger des autres producteurs ce qu'ils exigent de leurs propres producteurs.
- Dans le passé, l'objectif était de ne pas causer de dommages ou de produire sans pertes nettes. Ceci était stimulé à la fois

par les ONG, les gouvernements et les acheteurs locaux. A présent, du moins dans le secteur privé, on est en train de passer à la notion de bien faire et d'aller 'au-delà du respect des obligations'. Même l'IFC (International Finance Corporation) de la Banque mondiale exige des emprunteurs qu'ils aillent au-delà du simple respect du droit.

- Dans les pays en développement, l'approvisionnement des villes en produits alimentaires bon marché peut bien être la question la plus importante qui stimule l'autorisation d'exploiter pour les sociétés de commercialisation des produits alimentaires. Ceci peut certes mener à un afflux de produits importés et à l'éviction des agriculteurs locaux, mais peut être perçu par l'Etat comme préférables aux émeutes de la faim ou au renforcement des mouvements politiques d'opposition en milieu urbain. Les décisions de l'OMC sur les régimes de subventions peuvent même encourager cette tendance en réduisant la protection des marchés.
- Il y a également un changement d'accent de l'échelle **ou** la participation à l'échelle **et** la participation. On acceptait, auparavant, qu'il était impossible de réaliser les deux. Aujourd'hui, on est de plus en plus tenu de garantir la participation et aussi de produire à une échelle qui assure la compétitivité sur les marchés mondiaux, car les détaillants ne sont pas disposés à payer plus. Certaines expériences suggèrent que les deux peuvent être réalisés à travers des programmes de participation des travailleurs ; des coentreprises entre les investisseurs, les producteurs, les industries alimentaires, et/ou les détaillants ; et des programmes d'incitations en direction des travailleurs. Le Brésil a plus d'expériences de ce type en cours, dans l'agriculture, que tout autre pays.

Marche à suivre pour avancer

Voici quelques réflexions sur les voies et moyens de faire avancer l'agenda des produits de base et du développement durable. En premier lieu, le choix de la culture devrait dépendre de l'orientation géographique, que l'objectif soit de réduire la pauvreté, de réduire la faim, ou de réduire les impacts environnementaux ou sociaux, ou une combinaison de tout ceci. Certaines cultures se prêtent aux stratégies de lutte contre la pauvreté (c'est-à-dire des plantes tropicales vivaces à forte intensité de main-d'œuvre et qui ne se prêtent pas à la mécanisation, telles que le café, le cacao, les fruits, les noix de palme ou le caoutchouc ; les cultures horticoles annuelles à forte intensité de main-d'œuvre telles que les fruits et légumes ; ou les cultures biologiques ou autres cultures à fortes intensité de main-d'œuvre où le travail remplace d'autre intrants). En général, les cultures vivaces ont tendance à avoir moins d'impacts sur l'environnement, à être moins facilement mécanisées et à avoir des périodes d'investissement plus longues qui découragent le business des grands capitaux. C'est pour toutes ces raisons qu'elles tendent à être préférables pour les stratégies de réduction de la pauvreté à long terme.

En second lieu, l'objectif global est de s'assurer que les agriculteurs pourront toujours être financièrement viables dans 25 à 50 ans, parce qu'ils sont en train d'adopter et d'utiliser des pratiques de production viables. Pour ce faire, il leur faudra être plus efficaces dans leur utilisation des intrants. Il leur faudra également trouver des voies et moyens de vendre des déchets ou de les utiliser pour réduire les coûts des intrants. Pour assurer la survie sur les

marchés de produits de base plus compétitifs et plus ouverts, du futur il faudra être efficace.

En troisième lieu, l'objectif devrait être de développer des partenariats à long terme entre producteurs, acteurs clés dans la chaîne du marché et gouvernements, pour réduire les risques et les coûts pour les acteurs tout au long de la chaîne du marché. Selon toute probabilité, il faudra rechercher la rentabilité dans la structure des prix actuelle, plutôt que de la tirer des surprix.

En quatrième lieu, nous devons cibler des produits de base clés puis identifier les parties prenantes les plus intéressées par la production durable d'un produit de base spécifique, pour garantir que la production peut se poursuivre indéfiniment. Il s'agit généralement des producteurs, de la société, de l'Etat, des acheteurs, des fabricants, des détaillants et des investisseurs.

En cinquième lieu, bon nombre si non la plupart des stratégies de développement en faveur des petits agriculteurs portent davantage sur la gestion de la pauvreté que sur son allègement. A l'échelle globale, les exploitants agricoles ont tendance à être moins nombreux, plus productifs et à travailler à plus grande échelle. Il sera difficile, voire impossible de résister à cette tendance. Ceci dit, il n'est toutefois pas impossible de trouver des solutions fondées à la fois sur l'échelle et sur la participation. Par exemple, la plus vaste plantation de sucre au Brésil appartient à 100% aux travailleurs qui ont un contrat avec des gestionnaires compétents et qui ont réalisé des bénéfices pendant 8 années consécutives.

En sixième lieu, identifier les impacts sociaux clés, ou les impacts clés sur l'environnement ou sur les prix, mettre en place des données de base actuelles sur la performance, puis identifier des niveaux de performance acceptables pour l'avenir. Ces normes fondées sur la performance devraient servir de base à des examens sélectifs fondés sur de meilleures pratiques de gestion pour les investisseurs ou les acheteurs ou à l'évaluation les programmes de certification.

L'agriculture est la première profession léguée sur la planète. Elle est aussi la profession ayant le pourcentage de nouveaux arrivants le plus faible. En conséquence, il y a beaucoup d'espace pour apporter des innovations, de nouvelles idées et de nouvelles approches au secteur. Actuellement, EARTH University, au Costa Rica est la seule université d'agriculture au monde qui exige que chaque étudiant du premier cycle identifie une affaire, rédige un business plan, emprunte des fonds à des taux d'intérêt locaux, gère l'affaire, se paie un salaire et revende l'affaire, pour obtenir son diplôme. L'agriculture est de toutes les industries, celle qui nécessite le plus d'employeurs et le moins d'employés.

Négociations actuelles sur les subventions (suite de la page 9)

nellement sur les épaules du plaignant) soit inversé dans le cas où la Membre qui accorde la subvention n'aura pas pleinement respecté ses obligations de notification ou n'aura pas notifié le programme en cause. En d'autres termes, il sera déterminé que c'est à ce Membre qu'il incombera de démontrer que la subven-

(suite à la page 20)

Négociations actuelles sur les subventions (suite de la page 19)

tion en question ne cause pas un préjudice commercial au Membre plaignant. Pour les subventions à caractère social et les subventions touchant à la gestion des pêcheries, la charge de la preuve demeurera dans tous les cas, classique, c'est-à-dire qu'il reviendra au Membre plaignant de démontrer l'existence des effets préjudiciables. Paradoxalement, pour un pays en développement, la proposition du Chili ne mentionne aucune catégorie verte.

- Dans la version européenne de cette approche⁹, la catégorie rouge vise les subventions qui accroissent la capacité de pêche. Selon l'Union Européenne, les types ci-après de subventions accroissant la capacité devraient être prohibés : subventions destinées au renouvellement de la flotte de pêche maritime (ex.: construction de bateaux, accroissement de la capacité de pêche); subventions visant la cession permanente de bateaux de pêche à des pays tiers, y compris au moyen de la création de co-entreprises avec des partenaires dans des pays tiers.

La proposition de l'Union Européenne inclut une catégorie verte clairement définie, intitulée « Subventions aux pêcheries autorisées ». Cette catégorie est basée sur l'idée que certains types de subventions sont nécessaires pour réduire la capacité de pêche et pour atténuer les répercussions sociales et économiques défavorables de la restructuration du secteur de la pêche. Selon l'Union Européenne, la catégorie verte devrait inclure : a) les subventions destinées à encourager le recyclage des pêcheurs, les programmes de retraite anticipée et la diversification; b) les subventions de portée limitée destinées à moderniser les bateaux de pêche afin d'améliorer la sécurité, la qualité des produits ou les conditions de travail, ou d'encourager des méthodes de pêche plus respectueuses de l'environnement.

Toutefois, toute modernisation de ce genre ne doit pas avoir pour effet d'accroître la puissance de capture du bateau; c) les subventions destinées aux pêcheurs et aux propriétaires de bateaux qui ont cessé temporairement leur activité de pêche, lorsque ces arrêts sont dus à des circonstances imprévisibles telles que des catastrophes naturelles, ou qu'ils interviennent dans le cadre de programmes d'immobilisation liés à des mesures de réduction permanente de la capacité prises dans le cadre de programmes de reconstitution de stocks de poissons surexploités ; d) les subventions destinées à la mise au rebut de bateaux et à la réduction de la capacité.

Par définition, ces subventions de la catégorie verte seraient autorisées et ne pourront donc pas faire l'objet d'une plainte. L'Union Européenne souligne aussi qu'elle est prête à considérer d'une manière constructive des règles tenant compte spécialement des besoins distincts des pays en développement en matière de pêcheries. La proposition de l'Union Européenne ne mentionne pas une catégorie orange.

- Dans la version Néo-Zélandaise de cette approche¹⁰, qui est aussi la version la plus récente, le principe général est la prohibition de toutes les subventions susceptibles de contribuer à la surcapacité ou à la surpêche ou aux autres distorsions des

échanges. En d'autres termes, la catégorie rouge (et donc l'interdiction) est ici la discipline fondamentale. Quant à la façon de définir cette catégorie rouge, la Nouvelle Zélande propose d'y inclure les subventions suivantes sur la base de trois critères qui ont l'avantage d'être aisément mesurés : a) subventions qui réduisent les coûts fixes et variables, 2) subventions qui augmentent les recettes et les revenus et 3) subventions qui atténuent les risques.

A partir de cette définition extensive de la catégorie rouge, la Nouvelle Zélande s'attend à ce que la catégorie rouge s'applique en principe à la gamme entière des subventions qui contribuent à la surcapacité, à la surpêche et à la distorsion du commerce international. Quant à la catégorie verte (intitulée « Exceptions » dans la proposition de la Nouvelle Zélande), elle pourrait inclure par exemple certains programmes de gestion des pêches, des programmes environnementaux, certains programmes transitoires, et certains programmes tenant compte des besoins des pays en développement. Cependant, la catégorie verte serait dans la version Néo-Zélandaise constituée d'exceptions limitées et clairement définies. La proposition Néo-Zélandaise ne mentionne pas de catégorie orange.

Les États-Unis ont récemment signalé leur soutien à cette proposition. Quant au Japon, il considère que la proposition de la Nouvelle Zélande n'est pas conforme au mandat de Doha relatif aux négociations sur les subventions aux pêcheries. Dans la même veine, l'Union Européenne considère que la proposition de la Nouvelle Zélande est exagérée, tandis que la Corée du Sud et le Taiwan critiquent également l'initiative de la Nouvelle Zélande¹¹.

L'approche du « traitement spécial et différencié »

La troisième approche émergeant des négociations actuelles sur les subventions aux pêcheries pourrait être intitulée l'approche du « traitement spécial et différencié ». Les autres approches, soit ne mentionnent pas le traitement spécial et différencié pour les pays en voie de développement, soit le confinent implicitement aux boîtes verte ou orange. De plus, les autres approches semblent considérer que les négociations relatives au traitement spécial et différencié ne seront utiles qu'après l'émergence d'un consensus sur les disciplines fondamentales applicables à tous les pays. Dans cette troisième approche cependant, le traitement spécial et différentiel est sur le devant de la scène et ne constitue pas une catégorie résiduelle.

L'idée principale de cette approche¹² est que l'Article 1 de l'actuel Accord SMC (qui contient la définition technique d'une subvention) devrait exclure de sa portée les programmes suivants qui jouent un rôle important pour les pays en développement :

- a) Droits d'accès payés par les pays riches pour pouvoir pêcher dans les Zones Économiques Exclusives des pays en développement. Normalement, ces droits d'accès pourraient être potentiellement considérés comme des subventions indirectes pour les flottes de pêches des pays riches (ces flottes ne reçoivent pas directement ces aides mais bénéficient gratuitement de l'accès à la ressource halieutique grâce aux droits

⁹ Document de l'OMC: TN/RL/W/82

¹⁰ Document de l'OMC: TN/RL/W/154

¹¹ WTO Reporter, U.S. Signals Support for New Zealand Proposal for Ban on Fisheries Subsidies, April 29, 2004.

¹² Document de l'OMC : TN/RL/W/136

d'accès versés par leurs gouvernements). Cependant, il est peut être possible pour les pays en développement d'invoquer ici la Convention de Montego Bay sur le droit de la Mer qui semble avoir créé une anticipation relative à la légitimité de ces droits d'accès. Bien sûr, il faudra aussi pour les pays en développement démontrer que cette Convention a prééminence sur un éventuel nouvel Accord SMC en vertu des règles de droit international public sur les conflits de traités successifs se rapportant à un même objet

- b) Assistance au développement, c'est à dire toute forme d'assistance au développement accordée aux petits États côtiers vulnérables par les pays développés ou plus avancés pour faciliter la gestion durable.
- c) Incitations fiscales à l'indigénisation et au développement des pêcheries, c'est à dire mesures d'incitation appliquées par les petits États côtiers vulnérables en vue du développement et de l'indigénisation de leurs pêcheries.
- d) Programmes visant à aider les pêcheries artisanales.

En conclusion, on peut dire que la question n'est plus de savoir si les disciplines relatives aux subventions aux pêcheries doivent être réformées mais uniquement comment elles doivent l'être. Le résultat des négociations actuelles de l'OMC sur les subventions aux pêcheries prendra probablement la forme d'un mélange entre l'approche des « feux de circulation » et l'approche du « traitement spécial et différencié ». Ce résultat inclura aussi probablement la notion d'effet environnemental préjudiciable (surcapacité, surpêche, et...) pour la première fois dans le régime légal de l'OMC sur les subventions. Traditionnellement, ce régime est basé uniquement sur la notion d'effets commerciaux préjudiciables (parts de marché perdus, chute des prix, etc...). En tout état de cause, les nouvelles disciplines sur les subventions aux pêcheries qui seront incluses dans l'accord SMC ne peuvent être une panacée pour résoudre tous les problèmes relatifs à un développement durable dans les pêches. Une gamme complète d'outils complémentaires sera nécessaire, tant aux niveaux international que national.

Assemblée Générale de l'OMPI ... (suite de la page 10)

vées. En premier lieu, les pays ont débattu d'une proposition présentée par le Japon, l'UE et les Etats-Unis au Comité permanent du droit des brevets, qui identifiait quatre questions devant être traitées en priorité. Il s'agirait des définitions de « prior art » (Rapport inventif préalable), du délai de grâce, de l'innovation et l'activité inventive (non évidente). A un stade ultérieur, le Comité couvrirait le projet de Traité dans son ensemble et examinerait des questions telles que la déclaration de l'origine des ressources génétiques et des connaissances traditionnelles, la santé publique et les exceptions aux critères de brevetabilité.

Aucun consensus n'a pu être dégagé sur cette question car les pays en développement n'ont pas accepté d'avancer sur le Traité dans un processus en deux stades qui laisserait de côté un nombre important de leurs propositions. Le directeur général entreprendra des consultations sur cette question en dehors de l'Assemblée générale. Aucune date ne sera fixée pour la prochaine réunion du Comité permanent tant que ces consultations n'auront pas été finalisées.

Trop ou trop peu : les contributions découlant du Traité de coopération sur les brevets

Un point de discussion supplémentaire a été la suggestion avancée par le Secrétariat de l'OMPI de rehausser les contributions découlant du Traité de coopération sur les brevets. Le Secrétariat a laissé entendre qu'il fonctionnait avec un déficit en ce qui concerne ses dépenses et – pour couvrir l'augmentation des coûts de ses activités – a proposé la hausse des contributions. Alors que certains pays développés ne souhaitaient pas cette hausse, de nombreux pays en développement n'ont pas considéré la proposition comme négative, en particulier si une telle hausse permettait l'expansion des activités de coopération technique. En fin de compte, aucun consensus n'a pu être atteint sur la question et il a été décidé que le Comité du budget des programmes de l'OMPI débattrait de la question de l'ajustement des contributions et tout changement à apporter aux contributions serait repoussé à la prochaine réunion. Ce débat peut avoir lieu ultérieurement lors d'une réunion exceptionnelle de l'Assemblée générale.

L'OMPI prend en compte la demande de divulgation de l'origine émanant de la CDB

L'Assemblée a également mis en place un cadre pour répondre à l'invitation de la Conférence des Parties à la CDB – faite en février, lors de la 7ème réunion de la Conférence des Parties, afin d'examiner et, le cas échéant, de prendre en compte l'interrelation de l'accès aux ressources génétiques et les prescriptions de divulgation dans l'application des droits de propriété intellectuelle. Durant les discussions, les membres de l'OMPI étaient divisés sur le point de savoir si la réponse devait être préparée par le Comité intergouvernemental de l'OMPI sur la propriété intellectuelle, les connaissances traditionnelles, les ressources génétiques et le folklore ou le Comité permanent des brevets ou le Groupe de travail de la Réforme du Traité de coopération sur les brevets. Alors que la plupart des pays développés souhaitaient que le processus soit mené par le Comité intergouvernemental, les pays en développement insistaient sur le fait que le processus devaient également impliquer d'autres organes pertinents de l'OMPI, tels que le Comité permanent des brevets et le Groupe de travail de la Réforme du Traité de coopération sur les brevets. Le cadre final crée un nouveau processus qui sera dirigé par le directeur général de l'OMPI et comprendra les commentaires et les réactions de différents organes de l'OMPI, ainsi que des observateurs à l'OMPI.

Pour visionner en français la proposition de l'Argentine et du Brésil, voir sous : http://www.wipo.int/documents/fr/document/govbody/wo_gb_ga/doc/wo_ga_31_11.doc

Sources : Notes ICTSD, OMPI.

Négociations agricoles : une volonté de relance... (suite de la page 11)

La Commission européenne propose les indications géographiques et les taxes différentielles à l'exportation

La CE a proposé des négociations en deux phases. Dans un premier temps, les membres s'occuperont de sujets tels que la révision de la

(suite à la page 22)

Négociations agricoles : une volonté de relance... (suite de la page 21)

boîte verte, les crédits à l'exportation, l'aide alimentaire et les entreprises commerciales d'Etat, ainsi que la conversion des droits non ad valorem et le Mécanisme de sauvegarde spéciale. Dans une seconde phase de négociation, les membres pourraient se pencher sur les « nouveaux sujets » : les contingents tarifaires dans le cadre de l'accès aux marchés ; les périodes de base et les niveaux « de minimis » pour les pays en développement dans le cadre des soutiens internes ; et les taxes différentielles à l'exportation (qui sont censées encourager la transformation) dans le cadre de la concurrence à l'exportation. La CE a proposé en outre de prendre en compte la question du traitement spécial et différencié.

Si les propositions de la CE ont abordé de nombreuses questions, certaines n'ont pas manqué de susciter la surprise de certains membres. La suggestion consistant à aborder la question des indications géographiques et des taxes différentielles à l'exportation a été fermement rejetée par des membres qui ont fait valoir que ces sujets ne font pas l'objet d'accord et doivent rester hors du cadre de négociation. Le représentant européen a cependant rétorqué que ces sujets sont bel et bien contenus dans la décision du 1er août dernier, notamment dans la rubrique « nouvelles questions », aux paragraphes 49 et 50.

Les prochaines réunions du comité de l'agriculture sont prévues les 16 et 17 et 19 novembre pour la session spéciale.

Le Groupe Spécial de l'OMC sur le coton... (suite de la page 12)

teurs (Step 2), versements contracycliques – ont pour effet d'empêcher des hausses de prix sur le même marché mondial dans une mesure notable.

Le Bémol à apporter à ce constat est que ce ne sont pas toutes les mesures d'aides américaines qui ont été sanctionnées. En effet, il n'a pas pu être établi que les versements au titre de l'assurance-récolte et les versements directs avaient pour effet d'empêcher des hausses de prix sur le même marché mondial dans la même mesure. Et surtout, il n'a pas pu être démontré que les subventions américaines avaient pour effet l'accroissement des parts de marché des États-Unis.

Au total, le Groupe Spécial estime que l'effet d'empêcher la hausse des prix sur le marché mondial est suffisant pour accréditer l'existence d'un préjudice grave pour le Brésil et déterminer les conséquences juridiques qui en découlent. Les États-Unis sont appelés à revoir leurs mesures de garanties de crédit à l'exportation et leurs versements au titre de la commercialisation pour utilisateurs (Step 2) en faveur des exportateurs de coton upland pour les rendre conformes à l'Accord sur l'agriculture.

Mieux, au titre de l'accord sur les subventions et les mesures compensatoires, les États-Unis doivent retirer ces séries de mesures précitées - mesures de garanties de crédit à l'exportation et leurs versements au titre de la commercialisation pour utilisateurs –. Pour cela, le Groupe Spécial leur imparti un délai qui n'ira pas au-delà de six mois suivant la date d'adoption de son rapport ou du 1er juillet 2005 (si cette date est plus rapprochée). Pour le surplus, eu égard au fait qu'il a été déterminé qu'une subvention a causé des effets défavorables pour les intérêts du Brésil, les

États-Unis ont l'obligation de prendre des mesures appropriées pour éliminer les effets défavorables ou retirer leurs subventions incriminées.

Tierces Parties africaines

Le Bénin et le Tchad ont été tierces parties à ce différend au même titre que les Communautés Européennes. Ces dernières ont entrepris une démarche en vue de bénéficier de droits de tierces parties étendus et avoir sensiblement les mêmes prérogatives que les parties principales qui sont le Brésil et les États-Unis. Les CE demandaient que les déclarations orales faites par les principales parties à la première réunion de fond soient portées à leur connaissance et que le Groupe spécial invite les parties à fournir aux tierces parties des copies de leurs déclarations orales et de leurs réponses aux questions du Groupe spécial. Celui-ci a répondu négativement à ces deux demandes de droits additionnels.

Les situations du Bénin et du Tchad, qui sont tous les deux des PMA, ont été mentionnées par le Groupe Spécial qui annonce s'être aussi référé à leurs arguments. Le Bénin a fourni une communication écrite détaillée et a présenté une déclaration orale à la première séance de la première réunion du Groupe spécial. Il a fourni des réponses écrites aux questions posées par le Groupe spécial. Ensuite, les deux pays ont rédigé conjointement une communication écrite détaillée et ont présenté des déclarations orales séparées à la reprise de la séance de la première réunion du Groupe spécial. Ils ont fourni conjointement des réponses écrites aux questions posées par le Groupe spécial.

Il convient cependant de rappeler que pour ces pays africains, la posture de tierce partie adoptée limite les résultats attendus de la décision du Groupe Spécial. À l'OMC, le résultat d'un différend n'est contraignant que pour les principales parties. Dans le cas d'espèce, cela signifie que les États-Unis doivent appliquer la décision d'une manière non discriminatoire par rapport aux autres Membres de l'OMC. Mais, en vertu de l'article 21.5 du Mémoire d'accord, seul le plaignant, le Brésil, peut demander à un Groupe spécial de vérifier si toute nouvelle mesure adoptée est conforme aux règles de l'OMC. Par ailleurs, seul le Brésil peut négocier une compensation en cas de non-respect des décisions par les États-Unis. Seul le Brésil peut demander la permission d'adopter des mesures de rétorsion au cas où les décisions et les recommandations du Groupe spécial n'étaient pas mises en œuvre.

http://www.ictsd.org/pass_synthese/04-04/story1.htm

Les États-Unis instruisent une procédure en appel

C'est le 18 octobre dernier que les États-Unis ont fait appel à l'OMC de leur condamnation pour les subventions jugées illégales qu'ils versent à quelques 25 000 cotonculteurs américains. C'est donc sans surprise que les États-Unis ont instruit cette procédure en appel puisqu'ils avaient fait part en septembre dernier, après la publication du rapport, de leur volonté de contester certains aspects de cette décision et de faire valoir leurs droits en appel. Alors que le jugement rendu par l'Ordre exige des États-Unis qu'ils abolissent dans un délai de six mois les subventions jugées illégales, car dépassant les engagements qu'ils avaient pris, ces derniers semblent rester sur la même posture de défense, affirmant par la voix de Robert Zoelick, représentant américain au com-

merce, que « les faits ne démontrent pas que les programmes agricoles américains ont eu un effet négatif sur le commerce et provoqué la baisse des prix du coton ».

Un appel devant l'OMC doit en théorie donner lieu à une décision dans un délai de trois mois. Mais vue la taille de ce dossier (400 pages pour le rapport) et les enjeux autour de lui, certains observateurs ont avancé que les verdicts finaux risquent de prendre beaucoup de temps.

Sources : Notes ICTSD, AFP.

Le Conseil des ADPIC débat de la divulgation de l'origine des ressources biologiques

Lors de sa réunion du 21 septembre dernier, le conseil des ADPIC s'est penché sur une proposition du Brésil, de l'Inde, du Pakistan, du Pérou, de la Thaïlande, et du Venezuela visant à faire avancer des discussions sur les rapport entre les ADPIC et les questions liées à la biodiversité et aux savoirs traditionnels. Mais les Membres sont restés enfermés dans leurs positions au point qu'aucun progrès substantiel n'a été réalisé.

Cette réunion était la première du conseil des ADPIC tenue depuis l'Accord-cadre de Juillet. L'Accord ADPIC a été brièvement mentionné dans l'Accord de Juillet qui avait accordé une large place à d'autres domaines comme l'agriculture. Les débats ont donc été repris là où ils étaient laissés à la session précédente du Conseil des ADPIC en juin dernier http://www.ictsd.org/pass_synthese/04-06/wtoinbrief.htm#1

La nouvelle proposition (IP/C/W/429), approuvée également par Cuba et l'Equateur, fait suite à une proposition plus large faite par un certain nombre de pays en voie de développement en mars dernier (IP/C/W/420). Ces pays avaient suggéré l'établissement d'une liste de contrôle des questions à couvrir dans les négociations sur la biodiversité, les savoirs traditionnels et le folklore. Les Membres continuent à être en désaccord sur le principe d'utiliser cette liste de contrôle comme base pour la discussion. Les USA et le Japon ont encore exprimé leur réticence à employer la liste de contrôle qui, pensent-ils, ne reflètent pas leurs points de vue. La proposition fait état de pistes qui pourraient améliorer l'examen d'obtention d'un brevet et empêcher ainsi les « mauvais » brevets.

À cet égard, elle fournit l'exemple de la « bio-piraterie » qui a permis à des multinationales de breveter des méthodes de médecine élaborées par des populations autochtones sans que celles-ci ne bénéficient des retombées économiques. Par conséquent, la proposition suggère « une obligation légale contraignante de révéler la source et le pays d'origine de la ressource biologique et/ou des savoirs traditionnels ».

La proposition insiste aussi sur la signification de la divulgation de l'origine de la ressource, notamment sur le point de savoir si l'engagement serait une condition de forme ou de fond de la brevetabilité.

Le prochain Conseil des ADPIC est programmé pour les 1er au 2 décembre prochains.

PASSERELLES

entre le commerce et le développement durable

BRIDGES/PASSERELLES/PUENTES/BRÜCKEN

visent à fournir des informations et des analyses sur les relations entre le commerce et le développement durable afin de favoriser la participation d'un nombre croissant d'acteurs dans les débats internationaux. ICTSD et ses partenaires remercient la John D. et Catherine T. MacArthur Foundation pour l'appui qu'elle fournit à la publication de Passerelles et de Puentes.



enda tiers-monde

PASSERELLES entre le commerce et le développement durable est publiée tous les deux mois par ENDA Tiers-Monde et ICTSD.

Responsable de publication : Taoufik Ben Abdallah
Rédaction : Cheikh Tidiane Dièye et El Hadj Abdourahmane Diouf

Montage : Noma Camara
Adresse : B.P. 3370 Dakar, Sénégal
Tél : (221) 821-70-37
Fax : (221) 822-26-95
E-mail : syspro2@enda.sn
Web : <http://www.enda.sn>



International Centre for Trade and Sustainable Development

BRIDGES Between Trade and Sustainable development est publié mensuellement par le Centre international pour le commerce et le développement durable.

Directeur Exécutif : Ricardo Meléndez-Ortiz

Editrice : Anja Halle
Tél : (41-22) 917-8492
Fax : (41-22) 917-8093
E-mail : ictsd@ictsd.ch
Web : <http://www.ictsd.org>



PUENTES Entre el Comercio y el Desarrollo Sostenible, est publiée tous les deux mois pour Centro de Internacional de Política Económica de l'Université Nationale de Costa Rica, Fundación Futuro Latinoamericano et ICTSD.

Coordinateurs : Carlos Murillo, Eduardo Escobedo
Rédaction : Marijke Hallo, Carlos Pomareda, Eduardo Escobedo

Tél : (506) 263 4550
Fax : (506) 263 4540
E-mail : puentes@ictsd.ch



BRÜCKEN zwischen Handel und zukunftsfähiger Entwicklung, l'édition allemande de *BRIDGES* est publiée tous les deux mois en collaboration avec Germanwatch.

Coordinateur : Rainer Engels
Editrice : Martina Schaub
Tél : (49-228) 60492-0
Fax : (49-228) 60492-19
E-mail : tradewatch@germanwatch.org
Web : <http://www.germanwatch.org>

Les opinions exprimées dans les articles signés de *PASSERELLES*, *BRIDGES*, *PUENTES* et *BRÜCKEN* sont celles de leurs auteurs et ne reflètent pas nécessairement celles d'ENDA, d'ICTSD, de la Fundación Futuro Latinoamericano et de GERMANWATCH. Des extraits de ces articles peuvent être utilisés dans un but non commercial à condition d'en citer l'origine et les auteurs.

PASSERELLES synthèse mensuelle

Pour vous abonner à la revue Passerelles ou au bulletin électronique Passerelles synthèse mensuelle sur le commerce et le développement, envoyez un courrier électronique à : syspro2@enda.sn ou à achardonnens@ictsd.ch. Dans le corps du texte écrivez inscription à Passerelles. La revue et le bulletin électronique sont aussi disponibles sur le site internet de ICTSD.

Publications

CNUCED : rapport sur le commerce et développement 2004.
<http://www.unctad.org/Templates/webflyer.asp?docid=5228&intItemID=3236&lang=2&mode=highlights>

CNUCED : World Investment Report 2004. (en anglais seulement)
<http://www.unctad.org/Templates/Webflyer.asp?docID=5209&intItemID=3235&mode=highlights&lang=2>

FAO : La Situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture 2003-04

La Situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture 2003-04 examine dans quelle mesure les biotechnologies agricoles - notamment les cultures transgéniques - peuvent contribuer à satisfaire les besoins des plus démunis. <http://www.fao.org/icatalog/inter-f.htm>

FAO : Donner du pouvoir aux petits agriculteurs. Manuels sur la formation de groupements de producteurs (CD-ROM)

Le présent CD-ROM multilingue est destiné aux décideurs politiques des gouvernements, aux ONG et aux agents de terrain intéressés ou engagés dans la promotion des groupes de producteurs ou des coopératives pour un développement durable dans les pays en développement. <http://www.fao.org/icatalog/inter-f.htm>

OCDE: Biomass and Agriculture: Sustainability, Markets and Policies
<http://oecdpublications.gfi-nb.com/cgi-bin/OECDBookShop.storefront/>

OMC : Rapport annuel de l'OMC 2004

Le rapport annuel de l'OMC traite des activités courantes de l'Organisation et donne des renseignements sur sa structure, son personnel et de son budget actuel. Il est publié au premier semestre de chaque année.
http://www.wto.org/french/res_f/booksp_f/anrep_f/anrep04_f.pdf

OMC : The Global Textile and Clothing Industry post the Agreement on Textiles and Clothing

Le présent document évalue l'incidence probable de la libéralisation des échanges dans le secteur des textiles et des vêtements, avec la fin des contingents d'importation, le 1er janvier 2005, quand le secteur sera assujéti aux règles de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce.
http://www.wto.org/english/res_e/booksp_e/discussion_papers5_e.pdf

OMC : The Role of Export Taxes in the Field of Primary Commodities.

Ce document examine comment la richesse résultant d'une taxe à l'exportation est redistribuée entre les consommateurs et producteurs nationaux et étrangers et le gouvernement, et les effets d'une taxe à l'exportation utilisée comme instrument de politique commerciale pour améliorer les termes de l'échange des pays en développement, favoriser la diversification économique et aider les pauvres.
http://www.wto.org/english/res_e/booksp_e/discussion_papers4_e.pdf

Événements

16 Novembre, OMC, Genève, Comité du commerce et du développement

16-17 Novembre, Genève, - CNUCED : Réunion d'experts sur le financement du commerce et du développement dans le secteur des produits de base.
<http://www.unctad.org/Templates/Meeting.asp?intItemID=1942&lang=2&m=9124&year=2004&month=11>

17-21 Novembre, Première réunion des la conférences des parties à la convention de Rotterdam, <http://www.pic.int>

17-27 Novembre, Bangkok, Thaïlande, 3^{ème} Congrès mondiale sur la conservation de l'IUCN, <http://www.iucn.org>

18 Novembre, OMC, Genève, Comité de l'agriculture

19 Novembre, OMC, Genève, Comité de l'agriculture, session spéciale

19-21 Novembre, New Delhi, Inde, Forum global de l'Ocde sur l'investissement international : l'investissement pour le développement. Forger des partenariats. Mehmet.Ogutcu@oecd.org.
http://www.oecd.org/document/56/0,2340,en_2649_33763_32233656_1_1_1_1,00.html

22-26 Novembre, Prague, Réunion des parties au protocole de Montréal, http://www.unep.org/ozon/Meeting_Documents/mop/16mop/16mop.a

24 Novembre, OMC, Genève, Organe de règlement des différends

25-26 Novembre, OMC, Genève, Organe de règlement des différends, session spéciale

26 Novembre, OMC, Genève, Conseil du commerce dans les services

26-27 Novembre, Ouagadougou, Burkina Faso, 10^{ème} Sommet de la francophonie, Contact: Secrétariat, Téléphone: 226-50-37-43-55, Fax: 226-50-37-43-59, Email: cnof@fasonet.bf
 Site: <http://www.sommet-francophonie.org/ouaga2004/>

28-30 Novembre, Conakry, Guinée, 1^{ère} édition du Forum social ouest africain

29 Nov.-3 Déc., Bruxelles, Belgique, Conseil des Ministres, Contact : www.acpsec.org

30 Novembre, OMC, Genève, Conseil des ADPIC

6-8 Décembre, OMC, Genève, Groupe de travail sur l'accès aux marchés

6-9 Décembre, Caire, Egypte, Conférence mondiale sur l'énergie dans le développement durable : technologies avancées et questions environnementales, Fuad Abulfotuh, Arab Academy, Téléphone, Email: mceet@link.net, <http://www.aast.edu/mceet/confindex.htm>